

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22119]

**16 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII, et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées, et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, par le décret du 3 décembre 2015, et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 et par le décret du 3 décembre 2020;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2020;

Vu le rapport du 10 décembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone du 25 janvier 2021;

Vu l'avis du Comité de branche « Handicap », donné le 25 février 2021;

Vu l'avis 69.199/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 8 juillet 2021;

Considérant la Convention relative aux droits des personnes handicapées adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 13 décembre 2006,

Considérant la nécessité de revoir sans délai la réglementation relative aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'accompagnement particulièrement en ce qui concerne le mode subventionnement afin d'allouer aux services concernés les moyens supplémentaires accordés par le Gouvernement wallon;

Considérant qu'il y a lieu que ces dispositions produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2021;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 468 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est remplacé par ce qui suit :

« Art. 468. L'article 467 ne s'applique pas aux services d'accompagnement visés au Livre 5, Titre 7, Chapitre 2. ».

**Art. 3.** L'article 469/2 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, est complété par ce qui suit :

« § 7. Par dérogation au §1<sup>er</sup> les services visés au chapitre 2 du Titre VII ne faisant pas partie d'une entité administrative, et agréés exclusivement pour une seule mission spécialisée sont tenus à un projet de service selon les modalités définies à l'article 577. ».

**Art. 4.** A l'article 469/4, alinéa 2, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2019, les termes « d'un ou plusieurs services » sont remplacés par « de plusieurs services ».

**Art. 5.** Dans le même Code, Deuxième partie, Livre 5, Titre 7, le chapitre 2, comportant les actuels articles 545 à 628, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 octobre 2013, 27 février 2014, 2 juillet 2015 et 25 avril 2019, et le chapitre 3, comportant les actuels articles 629 à 724, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 mai 2014, 2 juillet 2015 et 25 avril 2019, sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE 2. Services d'accompagnement

*Section 1<sup>ère</sup>. — Définitions*

Art. 545. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par:

1° l'Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles visée à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, du Code décretaal ;

2° l'utilisateur: toute personne handicapée définie à l'article 261 du Code décretaal et dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'un accompagnement par un service d'accompagnement;

3° le service d'accompagnement : le service agréé par l'Agence en vertu du présent chapitre;

4° l'accompagnement : l'aide, le soutien et le suivi réalisés par le service d'accompagnement;

5° l'intervenant: le travailleur du service d'accompagnement qui intervient dans le processus d'accompagnement de l'utilisateur;

6° les services généraux: les services destinés à l'ensemble de la population et pouvant répondre aux besoins particuliers des usagers;

7° le travail en réseau : le travail qui s'articule autour :

a) du réseau personnel de l'utilisateur visant à inciter ce dernier à cultiver le lien avec son entourage, à se créer un réseau le plus ouvert et le plus varié possible;

b) du réseau professionnel, composé de services et d'intervenants sociaux;

8° le partenaire : la personne physique ou morale du réseau, actif dans le projet de vie de l'utilisateur ou le projet de service;

9° la délégation de pouvoirs : le document écrit du pouvoir organisateur donnant, sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative, habilitation au directeur du service d'accompagnement d'assurer la gestion du service d'accompagnement en ce qui concerne au minimum la mise en œuvre et le suivi du projet de service, la gestion du personnel, la gestion financière, la conclusion de conventions avec les établissements scolaires et les services généraux, l'application des réglementations, la représentation du service d'accompagnement dans ses relations avec l'Agence;

10° l'entité administrative : l'entité telle que définie à l'article 469/4, alinéa 2 ;

11° l'entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie à l'article 3:171, § 1<sup>er</sup>, IV.A, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations;

12° cadastre de l'emploi : la liste du personnel établie par le service d'accompagnement au terme de chaque année selon un modèle établi par l'Agence;

13° le jeune enfant : l'utilisateur âgé de moins de huit ans;

14° le jeune en âge scolaire : l'utilisateur âgé de six ans minimum et de maximum dix-huit ans ou de dix-huit ans à vingt-et-un ans pour autant qu'il ait déjà bénéficié avant l'âge de dix-huit ans d'un accompagnement par un service ou qu'il soit scolarisé;

15° l'adulte : l'utilisateur âgé de dix-huit ans au moins;

16° l'heure d'accompagnement : l'heure de prestation du personnel d'accompagnement;

17° le temps scolaire : la période durant laquelle l'école assure la prise en charge des jeunes, temps de midi compris;

18° le plan individuel de transition : la démarche réflexive définie à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 30°, du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

19° la tâche inclusive et utile : la tâche qui apporte une plus-value à la société et à la personne, qui se déroule dans la communauté et qui mette en relation les usagers avec la population.

#### Section 2. — Principes généraux et missions des services d'accompagnement

Art. 546. L'accompagnement consiste, dans le respect de la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes Handicapées, des principes énoncés à l'article 264 du Code décretaal et aux articles 547 à 551, à favoriser la participation active et personnalisée des usagers à la réalisation de leur projet de vie et le développement de leur citoyenneté dans leur milieu de vie.

La participation active et personnalisée visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est basée sur la mobilisation, la reconnaissance et la valorisation des compétences et le développement de l'utilisateur.

L'objectif visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> peut être poursuivi notamment sur les plans suivants : familial, social, sportif, culturel, scolaire, professionnel, de la formation, de la santé et des loisirs.

Art. 547. L'accompagnement respecte les principes suivants. Il :

1° s'inscrit dans une recherche de qualité de vie en fonction du rythme de chaque personne;

2° valorise les potentialités de l'utilisateur et de son entourage et contribue à stimuler les capacités d'autonomie de l'utilisateur;

3° favorise l'exercice des droits et des devoirs en lien avec la citoyenneté;

4° se réalise dans une pluralité de lieux, avec une pluralité d'acteurs, dans une démarche de partenariat;

5° s'inscrit dans une démarche de travail en réseau et renforce, dans une approche transversale des problématiques rencontrées par l'utilisateur, les coordinations internes et externes;

6° contribue à remettre la question du handicap au cœur de la communauté en vue de mobiliser les ressources de celle-ci et d'entrer dans une réflexion portant sur une nouvelle façon de vivre ensemble et de concourir ainsi à l'inclusion des personnes handicapées dans la société;

7° élabore, au départ des demandes formulées par la personne elle-même ou, si elle ne peut pas les formuler, par ses parents, ses représentants légaux ou son entourage, avec l'intéressé et éventuellement les personnes qui l'ont aidé à les formuler, un projet d'accompagnement correspondant à ses besoins et qui tienne compte de ses repères socioculturels et familiaux, dans le respect de ses convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses et des valeurs démocratiques;

8° veille à ce que le projet de vie de l'utilisateur puisse, chaque fois que possible, se réaliser par un recours aux services généraux;

9° garantit le respect de la vie privée, l'indépendance et la liberté de choix de l'utilisateur et de ses représentants légaux;

10° n'est pas conditionné au fait que l'utilisateur, ou son représentant légal, s'affilie à un groupement quelconque;

11° n'est pas conditionné, lors de l'admission d'un jeune en âge scolaire, au fait que celui-ci soit inscrit dans une école déterminée;

12° assure l'égalité des personnes handicapées, en rapport avec les missions du service;

13° apporte à l'utilisateur et le cas échéant à ses parents et représentants légaux une information et un soutien personnalisé, coordonné avec son réseau afin de donner du sens et de la cohérence aux différentes interventions entreprises.

Art. 548. L'intervention du service d'accompagnement se décline selon :

1° l'axe individuel;

2° l'axe collectif;

3° l'axe communautaire.

Art. 549. L'axe individuel visé à l'article 548, 1°, consiste à soutenir l'utilisateur dans la formulation, l'élaboration et la concrétisation de son projet de vie et dans la mise en place de réponses individualisées à ses besoins.

Art. 550. L'axe collectif visé à l'article 548, 2°, consiste à susciter, à formuler et à élaborer des réponses collectives à des besoins individuels d'utilisateurs.

Art. 551. L'axe communautaire visé à l'article 548, 3°, consiste, dans une dynamique de réseau et de participation des différents acteurs pouvant intervenir dans la vie de l'utilisateur, à :

1° créer des synergies avec les autorités et les services généraux, les sensibiliser à l'inclusion et les informer sur les droits et besoins spécifiques des personnes handicapées;

2° générer des compétences et des ressources à long terme, pour les acteurs pouvant intervenir dans la vie de l'utilisateur, et qui favorisent l'inclusion des personnes handicapées.

Les services d'accompagnement développent notamment:

1° la mobilisation des groupes et des personnes prêts à s'impliquer dans le processus de participation des usagers à la vie sociale;

2° la sensibilisation au handicap et aux pratiques d'accompagnement auprès des professionnels, de toute personne en relation avec la personne handicapée;

3° les coordinations et partenariats entre les services généraux, les associations et les autorités publiques.

### Section 3. — Types d'accompagnement

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Accompagnement des jeunes enfants

Art. 552. L'accompagnement des jeunes enfants :

1° est précoce et leur apporte une aide éducative par des interventions, principalement individuelles, qui ont lieu essentiellement dans le milieu de vie;

2° fournit à la famille, parfois avant la naissance, et au sein du milieu de vie de l'utilisateur, une aide éducative, sociale et psychologique, afin de les rendre plus aptes à résoudre les difficultés liées au handicap et de favoriser le développement optimal de l'enfant dans son milieu de vie.

Le service d'accompagnement peut développer des actions collectives ou un travail communautaire visant notamment à la formation et l'information des parents et des différents milieux de vie de l'utilisateur.

Art. 553. L'axe individuel visé à l'article 548, 1°, correspond au minimum à cinquante pourcent du total des heures d'accompagnement réalisées.

#### Sous-section 2. — Accompagnement des jeunes en âge scolaire

Art. 554. L'accompagnement des jeunes en âge scolaire peut revêtir des aspects éducatifs, sociaux, psychologiques.

Art. 555. L'accompagnement des jeunes en âge scolaire s'effectue en collaboration avec la famille de l'utilisateur et s'inscrit dans l'objectif de sa participation à la vie familiale et sociale.

Art. 556. L'accompagnement suscite la participation de l'utilisateur dans ses milieux de vie ordinaires et favorise ses compétences, son autonomie et son épanouissement personnel.

Art. 557. Le service d'accompagnement incite l'utilisateur à développer son réseau relationnel et son champ d'expériences sociales.

L'accompagnement vise à renforcer les potentialités de l'utilisateur et à valoriser les ressources de celui-ci dans ses interactions avec son environnement social. Cette forme d'accompagnement s'inscrit dans le cadre du projet d'accompagnement de l'utilisateur. La participation de l'utilisateur est recherchée.

Art. 558. L'axe individuel visé à l'article 548, 1°, correspond au minimum à cinquante pourcent du total des heures d'accompagnement réalisées.

#### Sous-section 3. — Accompagnement des adultes

Art. 559. Pour l'accompagnement des adultes, le service d'accompagnement :

1° est un lieu d'écoute, d'information et de clarification de la demande;

2° développe des actions d'orientation, en concertation avec l'utilisateur, vers des réponses plus adéquates;

3° développe des actions de prévention en matière de handicap conformément au livre 4 de la deuxième partie du Code décretaal ;

4° informe et sensibilise d'autres services généraux ou associations;

5° participe au renforcement des capacités et compétences des usagers.

Art. 560. L'axe individuel visé à l'article 548, 1°, correspond au minimum à cinquante pourcent du total des heures d'accompagnement réalisées.

#### Sous-section 4. — Accompagnement pour des missions spécialisées

Art. 561. Les services d'accompagnement peuvent en complément des missions visées aux sous-sections 1<sup>re</sup> à 3, ou exclusivement, assurer les missions spécialisées suivantes :

1° les activités citoyennes;

2° l'après-parent;

3° l'habitat encadré;

4° la transition école-vie active;

5° toute activité novatrice en réponse aux besoins des personnes handicapées et dans le respect des principes énoncés dans le présent chapitre.

Art. 562. § 1<sup>er</sup>. Le service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées en activités citoyennes a pour mission de donner l'opportunité aux adultes, dont les capacités compromettent l'accès à l'emploi, de mettre en valeur leurs compétences et maintenir leurs acquis via une tâche inclusive et utile effectuée sous la forme d'une prestation de service ou une production de biens pour les besoins d'un tiers qui n'est pas issu du secteur à but lucratif.

§ 2. Les activités citoyennes peuvent se réaliser sur site par le service d'accompagnement lui-même ou via l'accompagnement d'un ou plusieurs usagers chez un partenaire.

Les activités citoyennes contribuent au bien-être d'autres individus ou de la collectivité dans son ensemble.

Art. 563. Pour réaliser la mission visée à l'article 562, le service d'accompagnement :

1° s'entretient avec l'utilisateur et analyse sa demande;

2° sensibilise les lieux d'accueil potentiels au volontariat réalisé par les personnes handicapées;

3° maximise l'autonomie et le développement des compétences de l'utilisateur nécessaires à la réalisation d'activités citoyennes;

4° accompagne les usagers dans la recherche ou la réalisation d'activités citoyennes;

5° s'adapte aux compétences et aux besoins de chacun et propose des adaptations matérielles le cas échéant;

6° organise la participation libre, volontaire et gratuite des usagers à ces activités;

7° veille au bien-être des usagers et à leur épanouissement personnel dans l'activité;

8° procure un encadrement adapté des usagers au cours des activités.

Art. 564. Le service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées en après-parent a pour mission la mise en œuvre d'actions de prévention, de soutien, de formations et de coordination auprès des usagers, de leur famille et des professionnels, sur l'ensemble du territoire de la région de langue française, avec pour objectif la préservation de leur qualité de vie et de leurs droits, après le décès des parents et dès dix-huit ans, sans aucune limite temporelle.

Art. 565. Pour réaliser la mission visée à l'article 564, le service d'accompagnement :

1° informe, sensibilise et accompagne les familles des usagers et les services afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires quant au devenir de l'utilisateur suite aux décès des parents;

2° informe et sensibilise les services généraux et spécialisés sur son offre de service;

3° organise des tables rondes ou des interventions sur des situations concrètes auxquelles les usagers et les services peuvent être confrontés;

4° forme des services spécialisés sur des sujets spécifiques à la thématique de l'Après-Parent;

5° établit un contrat d'accompagnement avec la famille de l'utilisateur;

6° instaure des changements susceptibles d'améliorer la situation de l'utilisateur et de préserver les intérêts de ce dernier;

7° évalue régulièrement la qualité de vie de l'utilisateur via des échanges annuels avec ce dernier, les personnes référentes et les membres du réseau personnel ou professionnel de l'utilisateur;

8° organise des médiations et des conciliations avec les services généraux ou spécialisés intervenant auprès de l'utilisateur, lorsque cela s'avère nécessaire;

Art. 566. Le service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées en habitat encadré a pour mission de soutenir l'adulte dans son désir d'acquiescer l'autonomie nécessaire pour lui permettre de vivre dans un logement individuel ou communautaire, notamment via la réalisation :

1° d'activités d'apprentissage individuel guidant personnellement et individuellement l'utilisateur dans des actions concrètes en lien avec l'autonomie en logement;

2° de prestations d'apprentissage collectif animant un groupe d'utilisateurs en vue de répondre à des besoins d'apprentissage individuels communs identifiés dans les projets d'accompagnement;

3° d'activités d'information présentant à toute personne intéressée les activités proposées par le service d'accompagnement et sensibilisant au sujet de l'autonomie résidentielle des personnes handicapées;

4° d'activités de coordination et de développement du réseau avec des partenaires du service d'accompagnement sur des thématiques en lien avec l'autonomie en logement;

5° d'essais à l'autonomie donnant l'opportunité à l'utilisateur de prendre conscience des aspects pratiques de la vie en autonomie.

Concernant le 5°, l'essai comporte au minimum une nuit dans un logement réservé à cet effet.

Art. 567. Pour réaliser la mission visée à l'article 566, le service d'accompagnement :

1° propose à l'utilisateur un mode de logement individuel ou communautaire alternatif par rapport à son parcours de vie;

2° évalue les habiletés et les ressources de l'utilisateur;

3° adapte la réponse apportée au besoin et à la demande de l'utilisateur, dans les limites des possibilités du service d'accompagnement;

4° maximise l'autodétermination et le développement des compétences de l'utilisateur en matière d'autonomie de logement et assure, au moment opportun, sa transition vers un autre service;

5° identifie et assure le transfert d'informations vers les partenaires qui prendront le relais, en accord avec l'utilisateur;

6° informe les familles afin de les rassurer et de tenter d'obtenir leur adhésion et collaboration au projet de vie en autonomie de l'utilisateur;

7° s'intéresse aux initiatives novatrices en matière de formules de logement.

Art. 568. Le service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées en transition école-vie active a pour mission de guider et d'accompagner l'utilisateur de quatorze à vingt-cinq ans dans la mise en place d'un projet personnel de vie à court, moyen ou long terme.

Le service d'accompagnement favorise l'inclusion de l'utilisateur dans la société, via la réalisation de suivis individuels, d'activités individuelles ou collectives, d'activités d'information ou d'activités de coordination des partenaires.

Art. 569. Pour réaliser la mission visée à l'article 568, le service d'accompagnement :

1° intervient auprès d'utilisateurs et de partenaires qui ont formulé une demande auprès du service d'accompagnement;

2° facilite l'accès de l'utilisateur aux ressources humaines et matérielles pour assumer une vie adulte;

3° assure une continuité dans le parcours de l'utilisateur allant de l'école vers la vie adulte;

4° identifie et assure le transfert d'informations vers les partenaires qui prendront le relais, en accord avec l'utilisateur;

5° tient compte, en priorité, des choix et du rythme de l'utilisateur et, dans la mesure du possible, de ceux de sa famille;

6° favorise l'autodétermination et recherche l'implication de l'utilisateur dans son projet de transition ;

7° vise la participation et la valorisation sociale de l'utilisateur;

8° adopte et promeut une attitude de concertation entre l'utilisateur et les partenaires;

9° permet à l'utilisateur et à sa famille d'expérimenter différentes solutions et les accompagne dans leurs questionnements et leurs choix;

10° si l'utilisateur est scolarisé, veille à la cohérence de son projet de vie en se concertant avec l'équipe pédagogique de l'école et du centre psycho-médico-social qui mettent en œuvre le plan individuel de transition.

#### Section 4. — Soutien à la scolarité

Art. 570. Le service d'accompagnement peut apporter un soutien spécialisé résiduaire et ponctuel à l'action de l'établissement scolaire à l'utilisateur dont la scolarisation dans l'enseignement ordinaire est rendue difficile en raison de son handicap.

Art. 571. L'accompagnement n'assume pas le rôle, les missions et les tâches dévolus à l'école.



Art. 572. La diversité des formes de soutien à la scolarité est fonction de la situation de handicap, des besoins de chaque usager, des choix des parents et des moyens disponibles.

Art. 573. Les actions de soutien s'insèrent dans une action globale où chacun des intervenants contribue par ses compétences spécifiques à une connaissance particulière de l'usager, la coordination de ces différents apports devant permettre un suivi pluridisciplinaire cohérent et collégial.

Art. 574. Le soutien apporté à l'usager par le service d'accompagnement durant le temps scolaire est, de préférence, apporté au sein de l'école, ou en fonction de la situation rencontrée, dans des lieux distincts.

Art. 575. Le soutien apporté à l'usager par le service d'accompagnement durant le temps scolaire se réalise conformément aux modalités prévues dans l'accord de coopération du 10 octobre 2008 entre la Communauté française et la Région wallonne en matière de soutien à la scolarité pour les jeunes présentant un handicap.

#### Section 5. — Agrément

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'agrément

Art. 576. Le travail d'accompagnement des usagers se réalise conformément aux axes d'intervention, missions et principes énoncés à la section 2.

Art. 577. § 1<sup>er</sup>. Les services d'accompagnement agréés exclusivement pour une seule mission spécialisée et ne faisant pas partie d'une entité administrative, élaborent, pour six ans, un projet de service sur base du canevas repris à l'annexe 59, en collaboration avec le directeur et le personnel d'accompagnement.

§ 2. Le projet de service ainsi que ses mises à jour sont mis à disposition de tous les membres du personnel du service d'accompagnement et, pour les services d'accompagnement soumis à l'obligation de disposer d'un organe de consultation ou de concertation, du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale.

Art. 578. § 1<sup>er</sup>. Le service d'accompagnement évalue son activité au moins une fois par an.

Au terme de chaque année civile, le service d'accompagnement transmet un rapport annuel d'activités à l'Agence pour le 30 juin de l'année suivante au plus tard, suivant le modèle fourni par l'Agence.

§ 2. Le rapport annuel d'activités du service d'accompagnement est porté à la connaissance et mis à la disposition de tous les membres du service d'accompagnement, des usagers ou des représentants légaux de ces derniers.

§ 3. Le service d'accompagnement procède à des évaluations qualitatives en privilégiant la participation des personnes handicapées, de leur entourage et des services.

Art. 579. Le service d'accompagnement met en œuvre les moyens qui concourent à la réalisation des objectifs contenus dans le projet de service.

Art. 580. Un contrat d'accompagnement est conclu par écrit entre le service d'accompagnement et l'usager et, le cas échéant, son représentant légal.

L'accord écrit de l'usager âgé d'au moins quatorze ans est requis. Si celui-ci ne peut pas le formuler, l'accord des parents ou de ses représentants légaux est nécessaire.

Art. 581. Le contrat d'accompagnement reprend:

- 1° l'identité des parties;
- 2° les objectifs généraux poursuivis par le travail d'accompagnement;
- 3° la mention qu'un projet d'accompagnement est élaboré par le service d'accompagnement en collaboration avec l'usager, ou s'il échet, sa famille et les autres parties invitées à collaborer au projet d'accompagnement;
- 4° la date de début et de fin du contrat d'accompagnement;
- 5° une mention explicite précisant que l'usager ou sa famille sont invités à participer au processus d'évaluation de l'accompagnement;
- 6° le montant de la part contributive;
- 7° la personne physique ou morale qui répond du paiement et de son mode de règlement;
- 8° les modalités de résiliation de la convention;
- 9° la procédure de gestion interne des doléances et des plaintes éventuelles ainsi que l'adresse de l'Agence à laquelle l'usager et sa famille peuvent adresser toute critique, plainte ou réclamation;
- 10° les modalités de consultation du dossier visées à l'article 584, alinéa 6.

Art. 582. L'usager ou son représentant légal a le droit d'être informé en temps utile sur toutes questions le concernant et relatives au travail d'accompagnement.

Art. 583. Le projet d'accompagnement visé à l'article 581, 3°, est élaboré dans les trois mois de l'admission de l'usager, en tenant compte du projet de service, et précise la durée du projet, son mode d'évaluation et les moyens mis en place pour son actualisation.

Le projet d'accompagnement est constitué des trois volets suivants :

- 1° un volet informatif relatif à l'usager et à ses demandes;
- 2° un volet projectif précisant au minimum :
  - a) les demandes formulées par l'usager ou son entourage;
  - b) la manière dont le processus d'accompagnement se déroule au regard des demandes et des besoins identifiés;
  - c) les services généraux dont la collaboration sera sollicitée;
- 3° un volet évaluatif précisant :
  - a) le mode d'évaluation et d'actualisation du projet permettant le suivi du processus d'accompagnement;
  - b) les outils d'analyses et d'actualisation du projet permettant de vérifier son adéquation en regard de l'analyse des besoins et de l'énoncé du projet;
  - c) la fréquence des évaluations.

Art. 584. Le projet d'accompagnement est signé par le service d'accompagnement et l'usager ou sa famille.

L'accord écrit de l'usager âgé d'au moins quatorze ans est requis. Si celui-ci ne peut pas le formuler, l'accord des parents ou de ses représentants légaux est nécessaire.

Le projet d'accompagnement fait alors partie intégrante du contrat d'accompagnement et est joint au dossier que le service d'accompagnement tient pour chaque usager.

Le contrat d'accompagnement, le projet d'accompagnement et le dossier individuel tenu par le service d'accompagnement ainsi que les traitements de données à caractère personnel qu'ils impliquent poursuivent deux objectifs principaux :

- veiller à ce que l'intervention du service d'accompagnement réponde à la demande et aux besoins de l'utilisateur et que son intervention se fasse dans le respect de leurs droits et obligations;

- permettre à l'Agence de contrôler le respect des conditions d'agrément du service d'accompagnement, parmi lesquelles se retrouve l'obligation de réaliser un travail d'accompagnement conformément aux principes généraux et missions des services d'accompagnement, tels qu'ils sont énoncés aux articles 546 à 551.

La date et le descriptif succinct des missions individuelles réalisées pour l'utilisateur sont également repris dans ce dossier.

Le service est responsable du traitement des données contenues dans ce dossier. Celui-ci est consultable par :

- l'utilisateur ou son représentant légal;

- le personnel du service d'accompagnement ayant besoin de connaître le contenu du contrat d'accompagnement, y compris le projet d'accompagnement ou le contenu du dossier individuel dans la mesure où cet accès est nécessaire à l'exercice de ses missions;

- le personnel de l'Agence dans le cadre des missions visées à l'article 474.

Le dossier est conservé pendant toute la durée de l'accompagnement. A la fin de l'accompagnement, le dossier est détruit après l'évaluation visée à l'article 474 qui suit la fin de l'accompagnement.

Art. 585. Le service d'accompagnement tient un agenda centralisant les activités journalières des membres de l'équipe.

Art. 586. Préalablement à tout accompagnement, le service d'accompagnement souscrit à une police d'assurance :

1° couvrant la responsabilité civile du service d'accompagnement ou des personnes dont il répond pour tout dommage survenu à un utilisateur ou causé par celui-ci. L'assurance précise que l'utilisateur garde la qualité de tiers et couvre les dommages. La police d'assurance prévoit, le cas échéant, que sont couvertes les activités collectives se déroulant dans les locaux du service d'accompagnement;

2° couvrant tout dommage causé par un utilisateur qui ne mettrait pas en cause sa responsabilité civile ou tout dommage dont il aurait été victime pendant l'accompagnement. Dans ce cas, l'assurance couvre le décès, l'incapacité permanente et les frais de traitement.

Art. 587. Le personnel des services d'accompagnement répond aux qualifications prévues à l'annexe 57.

Le service d'accompagnement tient à disposition de l'Agence les copies des diplômes, certificats et attestations exigés des membres du personnel.

Art. 588. § 1<sup>er</sup>. Le personnel d'accompagnement est composé de porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale à l'exclusion du diplôme de bibliothécaire-documentaliste.

§ 2. Pour les services d'accompagnement agréés globalement pour 1.600 heures d'accompagnement ou moins, le personnel d'accompagnement comporte des travailleurs appartenant au moins à une des quatre catégories de personnel suivantes :

1° éducatif;

2° social;

3° paramédical;

4° psychologue.

§ 3. Pour les services d'accompagnement agréés globalement pour plus de 1.600 heures d'accompagnement, le personnel d'accompagnement comporte des travailleurs appartenant au moins à deux des quatre catégories de personnel suivantes :

1° éducatif;

2° social;

3° paramédical;

4° psychologue.

Le personnel d'accompagnement des services d'accompagnement agréés pour l'accompagnement de jeunes enfants et des services d'accompagnement agréés pour plus de 7.700 heures d'accompagnement de jeunes en âge scolaire comporte au moins un psychologue ou un psychopédagogue.

§ 4. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, sur décision de l'Agence, l'équipe des services d'accompagnement agréés pour des missions spécialisées ou comme service d'accompagnement spécifique pour un public défini peut comporter d'autres fonctions en lien avec leur projet de service.

§ 5. Le volume global d'heures rémunérées pour le personnel d'accompagnement est au minimum de 1,24 heure rémunérée par heure d'accompagnement mentionnée dans la décision d'agrément.

Au-delà du volume minimum d'heures rémunérées, par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le personnel d'accompagnement peut comprendre des porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement secondaire supérieur, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale.

§ 6. Les travailleurs visés aux paragraphes 2, 3, 4 et 5 sont rémunérés à cet effet.

Art. 589. Le volume global d'heures rémunérées pour le personnel hors accompagnement est au minimum de 0,12 heure rémunérée par heure d'accompagnement mentionnée dans la décision d'agrément.

Art. 590. Sur base du projet de service visé à l'article 577, le service d'accompagnement établit un plan de formation du personnel qui s'étend au moins sur deux années.

Le plan de formation, établi en concertation avec les membres du personnel :

1° détermine les objectifs poursuivis;

2° décrit les liens entre l'environnement du service d'accompagnement, la dynamique du projet de service et le développement des compétences du personnel;

3° définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects;

4° identifie les activités de formation permanente de deux jours au moins par an auxquelles est tenu de participer le personnel d'accompagnement.

Pour ce qui concerne le personnel des services d'accompagnement relevant des pouvoirs locaux et des provinces, le plan de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'inscrit dans le plan de formation établi à l'initiative du Conseil régional de la formation créé par le décret du 6 mai 1999 portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie.

Art. 591. Le service d'accompagnement :

1° est géré par un pouvoir public, un établissement d'utilité public, une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation créée conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes;

2° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation, celle-ci ne peut pas comporter des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au troisième degré, à concurrence de plus d'un cinquième de ses membres;

3° lorsqu'il est organisé par une association sans but lucratif, une association internationale sans but lucratif ou une fondation, son conseil d'administration ne peut pas comprendre des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du service d'accompagnement;

4° possède une autonomie technique, budgétaire et comptable, éventuellement via une entité administrative auquel le service d'accompagnement appartiendrait, ainsi qu'une gestion administrative de nature à permettre tant l'exécution de sa mission que le contrôle de celle-ci par l'Agence;

5° est dirigé par un directeur, personne physique rémunérée pour cette fonction et habilitée à assurer, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur et sous la responsabilité de celui-ci ou du directeur général de l'entité administrative visée au 4°, la gestion journalière du service d'accompagnement;

6° a un directeur en mesure :

a) d'assurer en permanence la direction effective du service d'accompagnement. S'il n'est pas présent durant les activités prévues dans le cadre des projets d'accompagnement, un membre du personnel délégué à cet effet doit être en mesure de prendre les dispositions utiles en cas d'urgence et répondre aux demandes tant internes qu'externes;

b) de connaître à tout moment l'horaire de son personnel;

7° en cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié au directeur, l'Agence invite, par envoi recommandé et dans le délai qu'elle précise, le pouvoir organisateur à prendre les dispositions qui s'imposent. À défaut, l'Agence saisit le ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions qui statue conformément aux dispositions prévues à l'article 475;

8° sans préjudice des dispositions visées à l'article 286 du Code décretaal, transmet, à la demande de l'Agence, tous documents justificatifs requis pour l'exercice de son contrôle, notamment les comptes annuels, les documents nécessaires au calcul des différentes subventions ainsi que le plan de formation visé à l'article 590;

9° communique le bilan social, défini par l'arrêté royal du 4 août 1996 relatif au bilan social, les comptes annuels, le bilan des activités ainsi que le plan de formation visé à l'article 590 :

a) pour les services d'accompagnement gérés par un pouvoir organisateur privé: au conseil d'entreprise ou à défaut à la délégation syndicale;

b) pour les services d'accompagnement gérés par un pouvoir organisateur public: au comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, ou à défaut, aux organisations syndicales représentatives des travailleurs;

10° mentionne la référence de l'agrément par l'Agence sur tous les actes et autres documents, publicités et affichages émanant du service d'accompagnement;

11° ne réalise pas une publicité conjointe avec un établissement scolaire, quel que soit le procédé utilisé.

Art. 592. Le service d'accompagnement tient une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 593. La teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé correspondent à celle du schéma complet des comptes annuels avec bilan, comptes de résultats et annexes conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services d'accompagnement sont communiqués par l'Agence aux services d'accompagnement.

Art. 594. Le bilan de départ de chaque service d'accompagnement est soumis à l'Agence dans les six mois de la notification de la décision d'agrément.

Art. 595. Les comptes annuels de chaque service d'accompagnement sont transmis à l'Agence au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable.

Les comptes annuels sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées, dont la comptabilité peut être consultée à la demande par l'Agence.

L'exercice comptable correspond à l'année civile.

Art. 596. Dans les cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel.

Art. 597. Le service d'accompagnement est en mesure de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales.

Art. 598. Les bâtiments et installations présentent des conditions d'accessibilité en rapport avec le handicap des usagers.

Art. 599. Dans les limites de son intervention, le service d'accompagnement veille raisonnablement à la sécurité des usagers.

Art. 600. Sans préjudice de l'article 315 du Code décretaal, afin de permettre à l'Agence de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services d'accompagnement communiquent à l'Agence les documents visés à l'article 474/1 selon les modalités qui y sont définies.

## Sous-section 2. — Type d'agrément

Art. 601. Les services d'accompagnement sont agréés en tant que services d'accompagnement polyvalents ou spécifiques pour un public défini, pour un accompagnement de plusieurs catégories suivantes, reposant sur des critères d'âge ou des missions spécialisées :

- 1° les jeunes enfants, les jeunes en âge scolaire ou les adultes;
- 2° une ou plusieurs des missions spécialisées.

Art. 602. Un service d'accompagnement peut être agréé uniquement pour une ou plusieurs missions spécialisées, ou comme service d'accompagnement spécifique pour un public défini, dans la mesure où la couverture territoriale est assurée par un service d'accompagnement polyvalent visé à l'article 603.

Art. 603. Le service d'accompagnement polyvalent accompagne les usagers qui présentent tout type de handicap, dans la globalité de leurs demandes ou besoins.

Art. 604. Le service d'accompagnement spécifique accompagne des usagers qui présentent un ou plusieurs handicaps définis, dans la globalité de leurs demandes ou besoins.

Il assure également, sur l'ensemble du territoire de la région de langue française, une mission de support, de formation et de référence pour tout service.

Le service d'accompagnement spécifique peut aussi contribuer à la recherche en matière d'accompagnement relative aux handicaps qui le concernent.

## Sous-section 3. — Procédure

Art. 605. La demande d'agrément est accompagnée des documents et renseignements suivants:

- 1° le type d'agrément sollicité, visé à la sous-section 2;
- 2° le projet de service ainsi que le mode d'élaboration et de suivi des projets personnels d'accompagnement;
- 3° l'identité du directeur du service d'accompagnement et:
  - a) la délégation de pouvoirs;
  - b) une copie de ses diplômes et certificats;
  - c) l'attestation justifiant l'expérience exigée à l'annexe 57;
- 4° le numéro d'entreprise.

Dans les quinze jours de la réception de la demande d'agrément d'un service d'accompagnement, l'Agence envoie un accusé de réception au demandeur.

Art. 606. Lorsque le dossier est complet, l'Agence en informe le service d'accompagnement dans les quinze jours, instruit la demande et le ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de demande d'agrément.

## Sous-section 4. — Décision d'agrément

Art. 607. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

Lorsqu'il s'agit d'une demande visant l'agrément d'un nouveau service d'accompagnement, l'agrément est accordé pour une durée de trois mois à trois ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions, accordé pour une durée indéterminée.

Art. 608. La décision du Gouvernement mentionne :

- 1° le type d'agrément visé à la sous-section 2;
- 2° le volume d'heures d'accompagnement annuel minimum;
- 3° le nombre annuel minimum d'usagers à accompagner.

Le nombre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, est déterminé sur base du nombre minimum d'heures d'accompagnement, fixé dans l'agrément, et ce de la manière suivante :

- 1° un usager à accompagner par tranche complète de 80 heures d'accompagnement d'adultes;
- 2° un usager à accompagner par tranche complète de 80 heures d'accompagnement de jeunes enfants;
- 3° un usager à accompagner par tranche complète de 80 heures d'accompagnement pour la mission spécialisée « Activités citoyennes »;
- 4° un usager à accompagner par tranche complète de 80 heures d'accompagnement pour la mission spécialisée « Après-parent »;
- 5° un usager à accompagner par tranche complète de 200 heures d'accompagnement de jeunes en âge scolaire;
- 6° un usager à accompagner par tranche complète de 160 heures d'accompagnement pour la mission spécialisée « Transition école-vie active »;
- 7° un usager à accompagner par tranche complète de 240 heures d'accompagnement pour la mission spécialisée « Habitat encadré ».

Les nombres d'heures d'accompagnement mentionnés à l'alinéa 2, 1° à 7°, sont utilisés à la seule fin de déterminer le volume d'usager et ne constituent pas la norme.

Art. 609. Par dérogation à l'article 608, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, pour les services d'accompagnement agréés comme services d'accompagnement spécifiques pour des déficiences visuelles ou auditives, conformément à l'article 602, les tranches complètes d'heures d'accompagnement sont augmentées de vingt pourcent.

## Sous-section 5. — Contrôle

Art. 610. L'Agence vérifie le respect des conditions d'agrément.

Elle évalue périodiquement la mise en œuvre des projets de service.

Elle évalue, en collaboration avec les services d'accompagnement, le personnel d'accompagnement et les usagers, les méthodes de travail, la qualité des services, prestations et la mise en place des projets d'accompagnement et vérifie l'existence et la mise à jour de ceux-ci.

Elle s'assure du respect des règles en matière d'octroi et d'utilisation des subventions et des obligations imposées en matière de comptabilité.

Art. 611. L'Agence conseille les services d'accompagnement et le personnel d'accompagnement.



Les remarques et conclusions des inspections sont transmises aux pouvoirs organisateurs et aux directions à qui il revient d'en informer le conseil d'entreprise, la délégation syndicale, ou le comité de négociation ou de concertation créé en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Art. 612. § 1<sup>er</sup>. Au terme d'une période d'une durée de six années civiles complètes, l'Agence vérifie la moyenne annuelle, sur la période concernée, du volume minimum d'heures d'accompagnement et du nombre minimum d'utilisateurs à accompagner, visés à l'article 608, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, sur base des données des rapports d'activités et des avis de début et de fin d'intervention de la période concernée.

§ 2. Si le nombre d'heures d'accompagnement prestées par le service d'accompagnement est inférieur à nonante pourcent du nombre d'heures pour lequel le service d'accompagnement est agréé, ou si le nombre de personnes accompagnées par le service d'accompagnement est inférieur à nonante pourcent du nombre d'utilisateurs à accompagner pour lequel le service d'accompagnement est agréé, l'Agence lui notifie une diminution du nombre d'heures d'accompagnement et du nombre d'utilisateurs à accompagner fixés dans son agrément, à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit cette notification.

La diminution du nombre d'heures d'accompagnement fixé dans l'agrément correspond à la plus grande valeur entre :

1<sup>o</sup> la différence entre le nombre d'heures pour lequel le service d'accompagnement est agréé et le nombre d'heures d'accompagnement prestées par le service d'accompagnement;

2<sup>o</sup> la différence entre le nombre d'utilisateurs à accompagner pour lequel le service d'accompagnement est agréé et le nombre d'utilisateurs accompagnés par le service d'accompagnement, transposée en heures conformément aux articles 608, alinéa 2, et 609.

Pour le nombre d'utilisateurs minimum à accompagner, la diminution se calcule conformément aux articles 608, alinéa 2, et 609.

Art. 613. Par dérogation à l'article 612, § 1<sup>er</sup>, la vérification des objectifs fixés dans l'agrément pour la première période de vérification portera sur les cinq dernières années.

#### Section 6. — Plaintes

Art. 614. Le service d'accompagnement organise un système interne de gestion de plaintes, dans une optique d'amélioration continue.

Toute plainte relative à l'accompagnement par un service d'accompagnement, qui ne pourrait pas trouver de solution en interne, est adressée à l'Agence qui en accuse réception, aide l'utilisateur à la formuler et en informe le pouvoir organisateur.

L'Agence procède à l'instruction de la plainte et informe le plaignant et le pouvoir organisateur des résultats de celle-ci et des suites réservées dans un délai maximum de six mois.

#### Section 7. — Politique d'admission

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Politique d'admission générale

Art. 615. § 1<sup>er</sup>. Les services d'accompagnement accompagnent les usagers uniquement si ceux-ci possèdent soit :

1<sup>o</sup> une décision d'intervention de l'Agence visée à l'article 280 du Code décretaal qui conclut à la nécessité d'un accompagnement;

2<sup>o</sup> une décision provisoire visée à l'article 436;

3<sup>o</sup> une décision d'un organisme compétent d'une autre entité fédérée admise à produire, en vertu d'un accord de coopération, ses effets sur le territoire de la région de langue française.

§ 2. Dans l'attente d'une des décisions visées au § 1<sup>er</sup>, le service d'accompagnement est autorisé à accompagner temporairement un usager si celui-ci ou son représentant légal a introduit une demande individuelle d'intervention sollicitant un accompagnement et moyennant la production dans les trois mois d'un des documents spécifiés dans les sous-sections 2 à 6.

La production d'un des documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne préjuge pas de la décision de l'Agence.

§ 3. La date de décision de l'Agence autorisant l'accompagnement n'est pas antérieure ni à la date à laquelle la demande a été envoyée à l'Agence, ni à la date d'entrée dans le service d'accompagnement.

§ 4. Lorsque l'utilisateur bénéficie d'une autre intervention prévue dans la Deuxième partie, Livre 5, Titre 11, du présent Code, la communication de données pluridisciplinaires complémentaires n'est pas obligatoire.

Art. 616. Les services d'accompagnement communiquent, à l'Agence, dans les dix jours suivant le début ou la fin d'intervention, les avis de début et de fin d'intervention pour les usagers qu'ils accompagnent.

Art. 617. L'utilisateur est pris en compte dans le nombre minimum d'utilisateurs à accompagner, visé à l'article 608, uniquement si l'Agence conclut à la nécessité d'un accompagnement, sauf pour l'accompagnement temporaire prévu à l'article 615, § 2, et ce, jusqu'à la notification de refus par l'Agence.

Art. 618. Une dérogation relative à l'âge des usagers peut être accordée par l'Agence sur base d'un projet individuel particulier.

Art. 619. L'Agence intervient en faveur d'un usager pour son accompagnement ou sa prise en charge par un seul service.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le cumul est autorisé pour un usager qui fréquente :

1<sup>o</sup> un service d'accompagnement et un centre de réadaptation fonctionnelle;

2<sup>o</sup> un service d'accompagnement et un centre de formation et d'insertion socio-professionnel adapté;

3<sup>o</sup> un service d'accompagnement et une entreprise de travail adapté;

4<sup>o</sup> un service d'accompagnement et un service d'aide aux activités de la vie journalière;

5<sup>o</sup> un service d'accompagnement et un service organisant du répit;

6<sup>o</sup> un service d'accompagnement polyvalent et un service d'accueil en dehors de la période de présence dans le service d'accueil;

7<sup>o</sup> un service d'accompagnement spécifique et tout autre service, à l'exception d'un autre service d'accompagnement spécifique;

8<sup>o</sup> un service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées et tout autre service d'accompagnement, à l'exception d'un autre service d'accompagnement agréé pour les mêmes missions spécialisées;

9° un service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées en après-parent et tout autre service, à l'exception d'un autre service d'accompagnement agréé pour des missions spécialisées en après-parent.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'Agence peut autoriser un cumul non prévu à l'alinéa 2 sur base d'un projet individuel particulier.

Sous-section 2. — Documents permettant temporairement l'accompagnement des jeunes enfants

Art. 620. Conformément à l'article 615, § 2, l'utilisateur peut bénéficier d'un accompagnement des jeunes enfants, s'il fournit soit :

- 1° un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;
- 2° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé aux articles 424 et 428;
- 3° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire indépendante du service d'accompagnement et composée au moins d'un médecin, d'un psychologue, et d'un travailleur social ou paramédical;
- 4° une décision d'intervention de l'Agence en accueil et hébergement ou en aide en milieu de vie;
- 5° un document, selon le cas, d'un service reconnu par l'Institut national d'Assurance Maladie Invalidité, d'un médecin, d'un service de consultation de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

Sous-section 3. — Documents permettant temporairement l'accompagnement des jeunes en âge scolaire ou des adultes

Art. 621. Conformément à l'article 615, § 2, l'utilisateur peut bénéficier d'un accompagnement des jeunes en âge scolaire ou des adultes, s'il fournit soit :

- 1° un document provenant d'une autre administration prouvant l'existence d'un handicap;
- 2° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire d'un centre agréé visé aux articles 424 et 428;
- 3° une attestation établie par une équipe pluridisciplinaire indépendante du service d'accompagnement et composée au moins d'un médecin, d'un psychologue, et d'un travailleur social ou paramédical;
- 4° une décision de l'Agence en accueil et hébergement ou en aide en milieu de vie.

Sous-section 4. — Documents permettant temporairement l'accompagnement en activité citoyenne

Art. 622. Conformément à l'article 615, § 2, l'utilisateur peut bénéficier d'un accompagnement temporaire pour des missions spécialisées en activité citoyenne, s'il fournit soit :

- 1° une attestation prouvant qu'il bénéficie d'allocations majorées en raison d'un handicap;
- 2° une attestation prouvant qu'il est dans les conditions pour bénéficier des allocations de remplacement de revenus pour personne handicapée;
- 3° une décision d'intervention de l'Agence en accueil et hébergement ou en aide en milieu de vie.

Sous-section 5. — Documents permettant temporairement l'accompagnement en habitat encadré

Art. 623. Conformément à l'article 615, § 2, l'utilisateur peut bénéficier d'un accompagnement temporaire pour des missions spécialisées en habitat encadré, s'il fournit soit :

- 1° une attestation prouvant qu'il fréquente ou a fréquenté l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1;
- 2° une attestation prouvant qu'il fréquente ou a fréquenté l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2;
- 3° une attestation prouvant qu'il bénéficie d'allocations familiales majorées en raison d'un handicap;
- 4° une attestation prouvant qu'il est dans les conditions pour bénéficier des allocations de remplacement de revenus pour personne handicapée;
- 5° une décision d'intervention de l'Agence en accueil et hébergement, ou en aide en milieu de vie, ou en aide matérielle ou en Entreprise de Travail Adapté.

Sous-section 6. — Documents permettant temporairement l'accompagnement en transition école - vie active

Art. 624. Conformément à l'article 615, § 2, l'utilisateur peut bénéficier d'un accompagnement temporaire pour des missions spécialisées en transition école - vie active, s'il fournit soit :

- 1° une attestation prouvant qu'il fréquente ou a fréquenté l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1;
- 2° une attestation prouvant qu'il fréquente ou a fréquenté l'enseignement secondaire spécialisé de forme 2;
- 3° une attestation prouvant qu'il bénéficie d'allocations familiales majorées en raison d'un handicap;
- 4° une attestation prouvant qu'il est dans les conditions pour bénéficier des allocations de remplacement de revenus pour personne handicapée;
- 5° une décision d'intervention de l'Agence en accueil et hébergement ou en aide en milieu de vie.

## Section 8. — Subventionnement

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

Art. 625. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires, il est accordé aux services d'accompagnement :

- 1° une subvention annuelle;
- 2° un supplément pour ancienneté pécuniaire du personnel;
- 3° une subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre relatif au non marchand privé et public, en ce qui concerne l'augmentation de la prime de fin d'année.
- 4° une subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2010-2011 relatif au non marchand privé, en ce qui concerne le supplément de subvention réservé au financement de formations.

§ 2. Les montants visés à l'article 630, § 2, à l'article 631, § 2, et à l'annexe 56 sont liés à l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique, à savoir 107,20 en date du 1<sup>er</sup> avril 2020 (base 2013).

§ 3. Le total des subventions résultant des dispositions du présent chapitre est réduit de l'équivalent du montant éventuel versé par le Fonds pour l'Emploi à l'Office National de Sécurité Sociale en compensation de la subvention de l'allocation visée à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 septembre 1989 portant promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Sous-section 2. — Subvention annuelle

Art. 626. La subvention annuelle correspond à la multiplication du nombre total d'heures d'accompagnement pour lequel le service d'accompagnement est agréé par le coût théorique d'une heure d'accompagnement pour une ancienneté de zéro année, mentionné à l'annexe 56.

Art. 627. § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle est liquidée anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

§ 2. Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

Sous-section 3. — Supplément pour ancienneté pécuniaire du personnel

Art. 628. § 1<sup>er</sup>. Un supplément de subvention est octroyé aux services d'accompagnement dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à zéro.

§ 2. Au terme de chaque année d'attribution, le service d'accompagnement transmet, par voie électronique à l'Agence, le cadastre de l'emploi, pour le 31 mars de l'année suivante au plus tard.

Sauf cas de force majeure, le non-respect de ce délai est sanctionné comme suit :

1° une pénalité égale à 1/1000 de la subvention annuelle à recevoir par jour de retard;

2° sans préjudice de cette pénalité, l'Agence adresse, au plus tard le 21<sup>ème</sup> jour de retard, un rappel par envoi recommandé;

3° si le cadastre de l'emploi n'est pas parvenu dans les dix jours de la réception du rappel, la subvention annuelle du service d'accompagnement est fixée à 90 % du montant auquel il pouvait prétendre l'année antérieure à l'exercice et ce, au prorata du nombre d'heures agréées.

L'ancienneté pécuniaire à prendre en considération pour chaque membre du personnel est celle à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume de prestations rémunérées.

Le résultat de la division est diminué d'une demi-année d'ancienneté.

§ 3. Le volume de prestations retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur bénéficiaire d'une mesure d'aménagement de fin de carrière visée à l'annexe 45/4 est le volume de prestations dont le travailleur bénéficiait avant qu'il ne réduise ses prestations à mi-temps.

§ 4. Le volume de prestations rémunérées du travailleur engagé pour remplacer le travailleur visé au § 3, n'est pas pris en considération.

§ 5. Le volume de prestations retenu dans le calcul de l'ancienneté pécuniaire du travailleur dont le contrat est suspendu, pour une durée maximale de deux ans, est le volume de prestations dont le travailleur bénéficiait avant la suspension de son contrat, à condition que ce travailleur soit remplacé.

§ 6. Le volume de prestations rémunérées du travailleur engagé, sous contrat de remplacement, pour remplacer le travailleur visé au § 5, n'est pas pris en considération, pour une durée maximale de deux ans.

§ 7. Le supplément est accordé à concurrence du nombre total d'heures d'accompagnement pour lequel le service d'accompagnement est agréé multiplié par la différence entre le coût théorique d'une heure d'accompagnement, à l'ancienneté observée, et ce même coût pour une ancienneté de zéro année, mentionnés à l'annexe 56.

Art. 629. § 1<sup>er</sup>. Le supplément pour ancienneté est liquidé anticipativement durant l'exercice d'attribution par mensualités.

§ 2. Les mensualités sont automatiquement ajustées le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique.

§ 3. Si l'année suivante, l'ancienneté observée relative à l'exercice d'attribution est inférieure ou supérieure à celle qui a servi de base à l'octroi des avances, le supplément pour ancienneté octroyé est rectifié.

Sous-section 4. — Subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions des accords-cadres 2010-2011 et 2018-2020 relatif au non marchand privé et de l'accord cadre 2018-2020 relatif au non marchand public, en ce qui concerne l'augmentation de la prime de fin d'année

Art. 630. § 1<sup>er</sup>. L'Agence verse aux services d'accompagnement une subvention spécifique leur permettant de financer l'augmentation de la prime de fin d'année du personnel.

§ 2. Chaque année, pour les services d'accompagnement qui dépendent du secteur privé, le montant de la subvention visée au § 1<sup>er</sup> est fixée à un montant de 626,06 €, multiplié par le nombre d'équivalents temps plein réels pour l'ensemble du personnel du service d'accompagnement, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente.

Chaque année, pour les services d'accompagnement qui dépendent du secteur public, le montant de la subvention visée au § 1<sup>er</sup> est fixée à un montant de 510 €, multiplié par le nombre d'équivalents temps plein réels pour l'ensemble du personnel du service d'accompagnement, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente.

Sous-section 5. — Subvention spécifique en vue de rencontrer les dispositions de l'accord-cadre 2010-2011 relatif au non marchand privé en ce qui concerne le supplément de subvention réservé au financement de formations.

Art. 631. § 1<sup>er</sup>. L'Agence verse aux services d'accompagnement une subvention spécifique leur permettant de financer le supplément de subvention réservé au financement de formations.

§ 2. Chaque année, pour les services d'accompagnement qui dépendent du secteur privé, le montant de la subvention visée au § 1<sup>er</sup> est fixée à un montant de 38,10 € multiplié par le nombre d'équivalents temps plein réels pour l'ensemble du personnel du service d'accompagnement, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente.

Sous-section 6. — Subvention particulière en vue d'assurer le paiement des primes syndicales

Art. 632. L'Agence verse au nom des services d'accompagnement, au fonds chargé d'assurer le paiement des primes syndicales, un montant correspondant au nombre de travailleurs pouvant en bénéficier multiplié par le montant de la prime syndicale par travailleur fixé en application de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public tel qu'exécutée par l'arrêté royal du 26 septembre 1980 'portant exécution des articles 1<sup>er</sup>, b, et 4 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1980 relative à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public' et par l'arrêté royal du 30 septembre 1980 relatif à l'octroi et au paiement d'une prime syndicale à certains membres du personnel du secteur public.

Sous-section 7. — Contrôle des subventions

Art. 633. § 1<sup>er</sup>. Au terme de chaque année, si, sur base des cadastres de l'emploi, le total des heures rémunérées pour le personnel d'accompagnement est inférieur au nombre global d'heures d'accompagnement pour lequel le service d'accompagnement est agréé multiplié par un virgule vingt-quatre, l'Agence lui notifie le montant de la somme à récupérer.

Le montant de la somme à récupérer visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est la différence entre la moyenne annuelle du nombre global d'heures d'accompagnement pour lequel le service d'accompagnement est agréé multiplié par un virgule vingt-quatre et la moyenne annuelle du total des heures rémunérées du personnel d'accompagnement, multipliée par la moyenne sur la période du coût d'une heure d'accompagnement visé à l'annexe 56.

La récupération est effectuée à partir du premier jour du mois qui suit la date de notification.

§ 2. Les modalités de contrôle de l'utilisation des subventions sont celles visées aux articles 474/3 à 474/5.

Art. 634. Les charges admissibles sont précisées aux annexes 45/3 et 45/4.

Art. 635. L'Agence procède après notification, à la rectification et à la récupération d'office des subventions allouées sur base de déclarations inexactes ou dont l'utilisation s'avère injustifiée.

La rectification et la récupération s'effectuent le deuxième mois qui suit celui au cours duquel elles ont été notifiées et peuvent faire l'objet d'un plan d'apurement.

Les services d'accompagnement disposent d'un délai de trente jours pour contester toute rectification ou récupération notifiée sur base du présent chapitre.

Les services d'accompagnement peuvent introduire une demande de révision de la subvention dans le délai de trente jours à partir de la prise de connaissance d'une information, de nature à remettre en cause le montant de la subvention, qu'il ne possédait pas lorsque celle-ci a été notifiée.

Le service d'accompagnement prouve la date à laquelle il a été mis en possession de l'information visée à l'alinéa 4.

Art. 636. Les intitulés et numéros de comptes appropriés à l'activité des services d'accompagnement sont transmis par voie de circulaire aux services.

Les interventions financières sollicitées en vertu de l'article 637 auprès des usagers ou de leurs représentants légaux sont comptabilisées au titre de récupérations de frais.

Dans le cadre du contrôle de l'utilisation des subventions, les interventions visées à l'alinéa 2 sont déduites du montant des charges correspondantes.

Les subventions versées aux services d'accompagnement par les pouvoirs publics ou par des œuvres que ces pouvoirs subventionnent, sont déduites des charges correspondantes imputées valablement dans l'exercice.

Il est tenu compte des subventions visées à l'alinéa 3 pour autant qu'elles soient allouées pour couvrir les dépenses considérées pour la détermination de la subvention.

#### *Section 9. — Participation financière des usagers*

Art. 637. § 1<sup>er</sup>. Hormis pour l'accompagnement en activités citoyennes, les services d'accompagnement peuvent réclamer aux usagers une part contributive qui ne peut pas excéder 37,15 euros par mois rattachés à l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique, à savoir 107,20 en date du 1<sup>er</sup> avril 2020 (base 2013). Cette part contributive reste acquise au service d'accompagnement pour autant qu'elle soit affectée à des charges éligibles.

§ 2. Dans le cadre de l'accompagnement en habitat encadré, les services d'accompagnement peuvent réclamer aux usagers les frais de location ou de sous-location du logement qu'ils mettent à la disposition de l'utilisateur dans le cadre de cet accompagnement, ainsi que les éventuels frais d'occupation connexes.

§ 3. Les services d'accompagnement peuvent réclamer, en accord avec l'utilisateur ou de son représentant légal, les frais exposés en vue d'une activité spécifique qu'ils organisent ou liés à des besoins particuliers de l'utilisateur en vue d'assurer son bien-être et son épanouissement personnel.

#### *Section 10. — Programmation*

Art. 638. § 1<sup>er</sup>. Un service d'accompagnement polyvalent pour jeunes enfants couvre une zone d'au moins huit mille enfants de moins de huit ans.

Un service d'accompagnement polyvalent pour adultes couvre au moins 50.000 habitants.

Un service d'accompagnement est agréé pour des missions d'accompagnement spécialisées uniquement si la zone territoriale est couverte par un service d'accompagnement polyvalent pour la même tranche d'âge.

§ 2. Le Conseil de Stratégie et de Prospective de l'Agence réalise l'étude des besoins des personnes handicapées en termes de services d'accompagnement.

Les Commissions subrégionales de coordination, visées à l'article 17 du Code décretaal, formulent un avis sur l'étude des besoins dans les trois mois de la réception de l'étude et transmettent leur avis à l'Agence.

Si l'avis n'a pas été remis dans ce délai, il est passé outre à l'accomplissement de la formalité.

§ 3. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions remet au Gouvernement l'analyse des besoins accompagnée d'un état des lieux de l'offre de services d'accompagnement. Ces documents sont adaptés tous les quatre ans.

Art. 639. Selon les résultats de l'étude des besoins visée à l'article 638, le Gouvernement détermine le montant de la subvention des services d'accompagnement qui sont créés ou pour lesquels est autorisée une extension d'agrément. ».

**Art. 6.** Dans le même Code, les articles 640 à 724 sont abrogés.

**Art. 7.** L'article 831/40, du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 831/40. Les services de répit se voient attribuer un nombre de points à atteindre sur une période d'observation de trois ans.



Pour atteindre ce nombre de points, les services effectuent des prestations de répit dont la valeur en points varie en fonction du type de prestations réalisées et du moment où les prestations ont été réalisées.

Les points non utilisés au terme d'une période d'observation sont redistribués au cours de la période d'observation suivante.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les services de répit agréés après le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la durée de la première période d'observation est équivalente à la durée restante de la période d'observation en cours pour les autres services de répit. ».

**Art. 8.** A l'article 831/42, du même Code, le paragraphe 1<sup>er</sup>, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le nombre de points attribués au service pour l'année n s'obtient en divisant par la valeur d'un point, pour l'année n-1, la somme des montants des subventions de base notifiées annuellement relative aux prestations et des subventions qui visent à financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables, versées par l'Agence et visées aux articles 831/57, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, pour l'année n-1, sur une période d'observation déterminée.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le nombre de points attribués au service pour la première année d'agrément s'obtient en divisant par la valeur d'un point, pour l'année n, la somme des montants des subventions de base notifiées annuellement relative aux prestations et des subventions qui visent à financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables, versées par l'Agence et visées aux articles 831/57, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, pour l'année n, sur une période d'observation déterminée.

Le nombre de points attribués est arrondi à l'unité supérieure. ».

**Art. 9.** Le paragraphe 2 de l'article 831/59 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La partie relative aux déplacements de la subvention de base de l'année n est équivalente au nombre de kilomètres réalisés pour les prestations de répit à domicile durant l'année n-1, multiplié par le taux moyen au kilomètre prévu pour les agents de la Région wallonne durant l'année n.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la partie relative aux déplacements de la subvention de base de la première année d'agrément est fixée à vingt pour cent de la subvention de base.

La partie relative aux déplacements de la subvention de base est limitée à vingt pour cent de la subvention de base. ».

**Art. 10.** L'article 1374 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1374. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 607, alinéa 2, un service d'accompagnement pour adultes, un service d'aide à l'intégration ou un service d'aide précoce, agréés par l'Agence au 31 décembre 2020, sur base des dispositions légales en vigueur à cette date, est agréé en tant que service d'accompagnement au 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour une durée indéterminée, respectivement pour l'accompagnement d'adultes, l'accompagnement de jeunes en âge scolaire ou l'accompagnement de jeunes enfants.

§ 2. Par dérogation à l'article 602, un service en initiatives spécifiques « Transition 16-25 », « Activités citoyennes », « Logement Encadré Novateur », conventionné par l'Agence au 31 décembre 2020, est agréé en tant que service d'accompagnement au 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour une durée déterminée de trois ans, pour des missions spécialisées respectivement en transition école-vie active, activités citoyennes, habitat encadré.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les services visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, qui font partie au 31 décembre 2020 de la même entité administrative, sont regroupés au sein d'un seul service d'accompagnement agréé au 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour une durée indéterminée.

§ 4. Pour les services d'accompagnement visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 3, et qui sont issus d'au moins un service visé au § 1<sup>er</sup>, la période d'évaluation en cours au 31 décembre 2020 continue à courir jusqu'au terme prévu sur la décision d'agrément la plus récente.

§ 5. La nouvelle décision d'agrément du service d'accompagnement, rédigée et transmise au service par l'Agence, mentionne le nombre annuel minimum d'heures d'accompagnement et le nombre annuel minimum de personnes à accompagner pour chaque type de public ou mission spécialisée selon les subventions afférentes à chaque service visé aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, et composant l'entité administrative au 31 décembre 2020. ».

**Art. 11.** Dans le même Code sont insérés les articles 1374/1 à 1374/7 rédigés comme suit :

« Art. 1374/1. Pour les services visés à l'article 1374, le nombre annuel minimum d'heures d'accompagnement dans la décision d'agrément au 1<sup>er</sup> janvier 2021 est la somme des subventions attribuées au service et notifiées au plus tard le 31 décembre 2020 multipliée par 1,0049 divisée par le coût théorique d'une heure d'accompagnement, à l'ancienneté observée pour 2019 tel que mentionné à l'annexe 56.

Le résultat de la division visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est arrondi à l'unité supérieure. ».

Art. 1374/2. La somme des subventions attribuées au service et notifiées au plus tard le 31 décembre 2020, visée à l'article 1374/1 alinéa 1<sup>er</sup> comprend :

1<sup>o</sup> le montant annuel de la subvention 2020 allouée aux services en initiatives spécifiques « Transition 16-25 », « Activités citoyennes » ou « Logement Encadré Novateur »;

2<sup>o</sup> les subventions annuelles de personnel et de fonctionnement 2020 pour les services d'accompagnement pour adultes ou les services d'aide précoce;

3° la subvention annuelle 2020 pour les services d'aide à l'intégration;

4° le supplément pour ancienneté pécuniaire définitif 2019, augmenté de 1,5 pourcent, pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce;

5° la subvention spécifique 2020 en vue de renforcer la mobilité du personnel d'accompagnement pour les services d'accompagnement pour adultes ou les services d'aide précoce;

6° la subvention spécifique 2020 en vue de compenser les dispositions de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon pour le financement des emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce;

7° la subvention spécifique 2020 permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce, gérés par un pouvoir organisateur privé;

8° la subvention spécifique 2020 en vue de compenser les dispositions en matière de revalorisation barémique des éducateurs chefs de groupe et des chefs éducateurs, de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011, pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce, gérés par un pouvoir organisateur privé;

9° la subvention spécifique 2020 permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de 52 ans et plus, pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce, gérés par un pouvoir organisateur public;

10° la subvention spécifique 2020 relative à la dernière phase de revalorisation barémique des travailleurs APE pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce;

11° la subvention spécifique complémentaire 2020 relative aux frais de fonctionnement pour les services d'accompagnement pour adultes, les services d'aide à l'intégration ou les services d'aide précoce.

Les subventions mentionnées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° à 9°, sont celles attribuées aux services concernés conformément aux dispositions du présent code qui étaient en vigueur au 31 décembre 2020. ».

Art. 1374/3. § 1<sup>er</sup>. L'ancienneté observée pour 2019 mentionnée à l'article 1374/1, alinéa 1<sup>er</sup>, est l'ancienneté moyenne définitive déterminée sur base du cadastre de l'emploi de l'année 2019 du service.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, pour les services visés à l'article 1374, § 3, l'ancienneté observée pour 2019 mentionnée à l'article 1374/1, alinéa 1<sup>er</sup>, est déterminée sur base de la consolidation, par entité administrative, des cadastres de l'emploi 2019 des services visés à l'article 1374, § 3. ».

Art. 1374/4. § 1<sup>er</sup>. Pour un service d'accompagnement pour adultes, un service d'aide à l'intégration ou un service d'aide précoce, agréés par l'Agence au 31 décembre 2020, sur base des dispositions légales en vigueur à cette date, un service en initiatives spécifiques « Transition 16-25 », « Activités citoyennes », « Logement Encadré Novateur », conventionné par l'Agence au 31 décembre 2020, les dispositions de l'article 588 ne s'appliquent qu'au rythme du remplacement du personnel en place à la date du 31 décembre 2020. »

§ 2. Le directeur en place à la date du 31 décembre 2020 au sein d'un service en initiatives spécifiques « Transition 16-25 », « Activités citoyennes », « Logement Encadré Novateur », conventionné par l'Agence au 31 décembre 2020, est considéré comme répondant aux qualifications requises pour exercer la fonction.».

Art. 1374/5. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 578, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le rapport d'activités annuel est transmis pour la première fois, pour le 30 juin 2023 au plus tard.

§ 2. Par dérogation à l'article 608, alinéa 2, 5°, pour les deux premières années civiles qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, le nombre de 200 est porté à 240.

Art. 1374/6. Les personnes bénéficiant d'une décision ou d'une attestation d'intervention en accompagnement pour adultes, en aide précoce, en aide à l'intégration, en logement encadré novateur, en transition 16-25, en transition 15-24, en activités citoyennes, valide au 31 décembre 2020, sont assimilées, jusqu'au terme de la validité de cette décision, aux usagers bénéficiant d'une décision en accompagnement, visée à l'article 615, § 1<sup>er</sup>, 1°.

Art. 1374/7. Une évaluation de la pertinence du dispositif d'agrément et de subventionnement est réalisée conjointement par l'Agence et les services concernés dans les trois années qui suivent une année civile complète d'application des dispositions visées à la Deuxième partie, Livre 5, Titre 7, Chapitre 2, Sections 5 et 8, du présent Code. ».

**Art. 12.** A l'article 1381 du même Code, les mots « Les articles 642 à 644 » sont remplacés par les mots « Les articles 570 à 575 ».

**Art. 13.** Dans le même Code est insérée l'annexe 56 jointe en annexe 1 au présent arrêté.

**Art. 14.** Dans le même Code, l'annexe 57, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013, est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

**Art. 15.** Dans le même Code, l'annexe 58 est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

**Art. 16.** Dans le même Code, l'annexe 59 est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

**Art. 17.** Dans le même Code, les annexes 62, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 72 et 73 sont abrogées.

**Art. 18.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le non-marchand privé wallon, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 23 juin 2016 et 14 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1<sup>er</sup>. L'Agence octroie aux services, à l'exclusion des services d'accompagnement visés au Chapitre 2, Titre VII, Livre V, Deuxième partie, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, suite à l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon, un supplément de subvention pour assurer le financement des emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires à leur personnel.

§ 2. L'Agence affecte la subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel de 2.388.813,72 euros. ».

**Art. 19.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. § 1<sup>er</sup>. L'Agence octroie aux services, à l'exclusion des services d'accompagnement visés au Chapitre 2, Titre VII, Livre V, Deuxième partie, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, suite à l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011, un supplément de subvention pour assurer le financement des augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables prestées par leur personnel.

§ 2. L'Agence affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 12.712.110,94 euros. ».

**Art. 20.** Les articles 15/1 à 15/4 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 15/1. § 1<sup>er</sup>. L'Agence octroie aux services, à l'exclusion des services d'accompagnement visés au Chapitre 2, Titre VII, Livre V, Deuxième partie, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, suite à l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011, un supplément de subvention pour assurer le financement d'un complément à la partie fixe de la prime de fin d'année.

§ 2. L'Agence affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 857.946,80 euros. »

Art. 15/2. Chaque service se verra attribuer une enveloppe correspondant à la division du montant visé à l'article 15/1, § 2, par 6.810,72 multiplié par son nombre d'équivalents temps plein arrêté au 31 décembre 2009. »

Art. 15/3. § 1<sup>er</sup>. L'Agence octroie aux services, à l'exclusion des services d'accompagnement visés au Chapitre 2, Titre VII, Livre V, Deuxième partie, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, suite à l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011, un supplément de subvention réservé au financement de formations.

§ 2. L'Agence affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 217.943,14 euros.

Art. 15/4. Chaque service se verra attribuer une enveloppe correspondant à la division du montant visé à l'article 15/3 par 6.810,72 multiplié par son nombre d'équivalents temps plein arrêté au 31 décembre 2009. ».

**Art. 21.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**Art. 22.** Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des chances  
et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

Annexe 1<sup>ère</sup> à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon

Annexe 56 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

**Coût théorique d'une heure d'accompagnement selon l'ancienneté moyenne des services d'accompagnement mentionnés au livre 5, Titre 7, chapitre 2 du présent Code**

Ancienneté (ans)	Coût théorique d'une heure d'accompagnement
0	46,63 €
1	49,74 €
2	49,78 €
3	51,36 €
4	51,39 €
5	52,97 €
6	53,03 €
7	58,51 €
8	58,56 €
9	60,19 €
10	61,21 €
11	62,84 €
12	62,89 €
13	64,52 €
14	64,58 €
15	66,21 €
16	69,74 €
17	71,37 €
18	71,43 €
19	73,06 €
20	73,11 €
21	74,74 €
22	74,80 €
23	76,43 €
24	76,48 €
25	77,55 €
26	77,61 €
27	78,67 €
28	78,73 €
29 et +	78,79 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.



Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon

Annexe 57 au Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé

**Les qualifications exigées du personnel des services d'accompagnement**

Directeurs classe I

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

A. Personnel d'accompagnement

Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, sciences de la famille et de la sexualité, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions.

Educateur classe I

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en soins infirmiers

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier – Assistant en psychologie

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Bachelier en ergothérapie, kinésithérapie, logopédie ou psychomotricité

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation ou post-graduat paramédical en psychomotricité

Les porteurs du titre octroyant cette spécialisation.

Bachelier – Assistant social ou Bachelier – Conseiller social

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

Spécialisation en santé communautaire

Les porteurs du diplôme octroyant cette spécialisation.

B. Personnel administratif

Commis

Les porteurs d'un des titres suivants :

- Diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures (formation générale ou technique).
- Brevet ou certificat de fin d'études de l'enseignement professionnel secondaire inférieur délivré après une quatrième année de finalité ou agréé après une cinquième année de

perfectionnement ou de spécialisation dans une section "Travaux de bureau" délivré par un établissement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat.

Copiste (Braille) 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme, certificat ou brevet permettant l'accès à la fonction de commis.

Copiste (Braille) 1<sup>ère</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la fonction de rédacteur.

Comptable 2<sup>e</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable 1<sup>ère</sup> classe

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Rédacteur

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique), dans la mesure où la formation reçue correspond avec les exigences normales de la fonction.

Econome

Les porteurs d'un diplôme ou certificat permettant l'accès à la formation de rédacteur.

Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant ce titre.

Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres.

C. Personnel ouvrier

Personnel ouvrier catégorie I

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie III

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE



Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon

Annexe 58 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

**Echelles de traitement du personnel pour les services d'accompagnement**

Fonction	Catégories	Barème (n° échelle)
Directeur		25
Personnel d'accompagnement	Master à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale	27
	Bachelier à orientation pédagogique, Psychologique, sociale ou Paramédicale	19
Personnel administratif	Master à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	27
	Bachelier à orientation économique, juridique, administrative, ou informatique.	19
	Econome	16
	Rédacteur	17
	Commis	4
	Comptable CI 1	18
	Comptable CI 2	8
Ouvrier	Copiste A3	4
	Copiste A2	17
Ouvrier	Ouv Cat 1	1
	Ouv Cat 3	3

Par dérogation aux échelles de traitement ci-dessus, la personne qui exerce conjointement une fonction de directeur et une fonction de personnel d'accompagnement, dans le même service d'accompagnement, peut prétendre au barème 25 pour cette fonction de personnel d'accompagnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et

aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe 4 à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon

Annexe 59 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

**LE PROJET DE SERVICE - CANEVAS**

1. HISTORIQUE DU PROJET
2. FINALITES ET OBJECTIFS
3. POPULATION CONCERNEE :
  - a) types de handicap ;
  - b) âge ;
  - c) divers.
4. CONVENTION et PARTICIPATION FINANCIERE
5. ZONE GEOGRAPHIQUE D'INTERVENTION
6. ORGANISATION DU SERVICE
  - a) organisation du travail ;
  - b) réunions diverses ;
  - c) horaires des intervenants ;
  - d) heures d'ouverture.
7. STRATEGIE DE COMMUNICATION
  - a) publicité-information ;
  - b) sensibilisation ;
  - c) contacts avec les services généraux ;
  - d) contacts avec d'autres partenaires.
8. REFERENCES THEORIQUES
9. METHODOLOGIES
  - a) méthode d'analyse des besoins
    - Sur le plan de :
      - la réalisation de soi ;
      - les interactions sociales ;
      - le bien-être physique ;
      - le bien-être psychologique.
    - Dans les domaines :
      - relationnel ;
      - affectif ;
      - cognitif ;
      - matériel.

- b) méthodes d'intervention dans les différents domaines, notamment :
- développement des compétences et potentialités de l'utilisateur (autodétermination) ;
  - travail avec les familles (partenariat) ;
  - participation à des pratiques de réseau (activation) ;
  - mobilisation des ressources communautaires y compris recours aux services généraux

10. MODES D'EVALUATION

- a) évaluation du service dans l'ensemble de ses missions ;
- b) évaluation des projets d'accompagnement en fonction des résultats attendus ;
- c) auto-évaluation.

11. RESSOURCES HUMAINES

- a) personnel ;
- b) formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI, Titre VII et Titre XIV, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 16 septembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,  
de l'Egalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22119]

**16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, bij het decreet van 3 december 2015 en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2019 en bij het decreet van 3 december 2020;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2020;

Gelet op het rapport van 10 december 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2016 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 25 januari 2021;

Gelet op het advies van het branchecomité "Handicap", gegeven op 25 februari 2021;

Gelet op het advies nr. 69.199/4 van de Raad van State, gegeven op 11 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap van 13 december 2006;

Gelet op de noodzaak om onverwijld de reglementering te herzien betreffende de erkennings- en subsidiëeringsvoorwaarden van de begeleidingsdiensten, meer in het bijzonder wat betreft de wijze van subsidiëring om de betrokken diensten de bijkomende middelen toe te wijzen, toegekend door de Waalse Regering;

Overwegende dat deze bepalingen op 1 december 2021 uitwerking hebben;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Artikel 468 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 468. Artikel 467 is niet van toepassing op de begeleidingsdiensten bedoeld in Boek 5, Titel 7, Hoofdstuk 2. ».

**Art. 3.** Artikel 469/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, wordt vervangen als volgt:

"§ 7. In afwijking van paragraaf 1 zijn de diensten bedoeld in hoofdstuk 2 van Titel VII die niet deel uitmaken van een administratieve entiteit en die uitsluitend voor één gespecialiseerde opdracht erkend zijn, verplicht tot een dienstproject volgens de nadere regels omschreven in artikel 577." .

**Art. 4.** In artikel 469/4, lid 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2019, worden de bewoordingen "één of verschillende diensten" vervangen door "verschillende diensten".

**Art. 5.** In hetzelfde Wetboek, Tweede Deel, Boek 5, Titel 7, worden hoofdstuk 2, bevattende de huidige artikelen 545 tot 628, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 oktober 2013, 27 februari 2014, 2 juli 2015 en 25 april 2019, en hoofdstuk 3, bevattende de huidige artikelen 629 tot 724, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 mei 2014, 2 juli 2015 en 25 april 2019, vervangen door hetgeen volgt:

"HOOFDSTUK 2. Begeleidingsdiensten

*Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen*

Art. 545. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

2° het Agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen)", bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreetgevend Wetboek;

2° gebruiker: elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 261 van het decreetgevend deel van het Wetboek voor wie door het Agentschap besloten wordt tot de noodzakelijke begeleiding door een begeleidingdienst;

3° begeleidingsdienst : de dienst erkend door het Agentschap, krachtens dit hoofdstuk;

4° de begeleiding : de bijstand, de ondersteuning en de opvolging uitgevoerd door de begeleidingsdienst;

5° de begeleider : de werknemer van de dienst die tussenkomt in het proces tot begeleiding van de gebruiker;

6° de algemene diensten : de diensten die voor de gezamenlijke bevolking bestemd zijn en aan de specifieke behoeften van de gebruikers kunnen voldoen;

7° de netwerking : het werk dat zijn beslag vindt in:

a) het persoonlijk netwerk van de gebruiker en deze ertoe aanzet, om blijvend te werken aan de betrekkingen met zijn omgeving, om een zo open en gevarieerd mogelijk netwerk aan te maken;



b) het professioneel netwerk, bestaande uit sociale diensten en begeleiders;

8° partner : de natuurlijke of rechtspersoon van het netwerk, die actief is in het leefproject van de gebruiker of het dienstproject;

9° delegatie van bevoegdheden: geschreven document van de inrichtende macht waarbij de directeur van de begeleidingsdienst onder haar verantwoordelijkheid of onder die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit ertoe gemachtigd wordt het beheer van de begeleidingsdienst waar te nemen, op zijn minst wat betreft de tenuitvoerlegging en de opvolging van het dienstproject, het beheer van het personeel, het financieel beheer, het afsluiten van overeenkomsten met schoolinrichtingen, de toepassing van de geldende regelgevingen, de vertegenwoordiging van de begeleidingsdienst in zijn betrekkingen met het Agentschap;

10° administratieve entiteit : het netwerk zoals bepaald in artikel 469/4, tweede lid;

11° verbonden entiteit : de entiteit verbonden aan een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 3:171, § 1, IV.A, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 april 1919 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

12° tewerkstellingskadaster : personeelslijst opgemaakt door de begeleidingsdienst aan het einde van elk jaar volgens een model opgesteld door het Agentschap;

13° het jonge kind: gebruiker die minder dan 8 jaar oud is;

14° de schoolgaande jongere: gebruiker van minstens zes en hoogstens achttien jaar oud of achttien jaar tot éénentwintig jaar zover hij voor de leeftijd van achttien jaar reeds in aanmerking is gekomen voor een begeleiding door een dienst of schoolgaand is;

15° volwassene: gebruiker die minstens 18 jaar oud is;

16° begeleidingsuur : prestatie-uur van het begeleidingspersoneel;

17° de schooluren : het tijdsbestek waarin de school de jongeren opvangt, middagpauze inbegrepen;

18° individueel overgangsplan: denkaanpak omschreven in artikel 4, § 1, 30°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

19° inclusieve en nuttige taak: de taak met een meerwaarde voor de samenleving en het personeel, die zich in de gemeenschap afspeelt en die de gebruikers met de bevolking in contact brengt.

#### *Afdeling 2. — Algemene beginselen en opdrachten van de begeleidingsdiensten*

Art. 546. De begeleiding bestaat erin, met inachtneming van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, van de beginselen verwoord in artikel 264 van het decreetgevend Wetboek en in de artikelen 547 tot 55, de actieve en gepersonaliseerde deelname van de gebruikers aan de verwezenlijking van hun leefproject en de ontwikkeling van hun burgerschap in hun leefomgeving te begunstigen.

Deze actieve en gepersonaliseerde deelname, bedoeld in lid 1, berust op de mobilisatie, de erkenning en de waardering van de competenties of de ontplooiing van de gebruiker.

De doelstelling bedoeld in lid 1 kan op verschillende vlakken worden nagestreefd, op gezinsvlak, op sociaal, sportief, cultureel, schoolvlak, in het beroepsleven, de opleiding, de gezondheid en de ontspanning.

Art. 547. Bij de begeleiding worden de volgende beginselen in acht genomen, namelijk:

1° levenskwaliteit wordt nagestreefd naar gelang van het ritme van elke persoon;

2° de potentialiteiten van de gebruiker en diens entourage worden positief gebruikt en dragen bij tot het stimuleren van een zelfstandig leven van de gebruiker;

3° het uitoefenen van rechten en plichten in verband met het burgerschap wordt bevorderd;

4° er wordt gehandeld op verschillende plaatsen in associatie met verschillende actoren, en met partnerschap voor ogen;

5° er wordt in netwerk gewerkt en de interne en externe coördinatievormen worden verstevigd via een overkoepelende benadering van de door de gebruiker ondervonden problemen;

6° binnen de gemeenschap wordt anders over de handicap nagedacht met het oog op de inschakeling van al haar hulpbronnen en een begin van reflectie over nieuwe samenlevingsvormen en dienovereenkomstige bijdrage aan de inclusie van gehandicapte personen in de samenleving;

7° vanuit de aanvragen van de persoon zelf of, indien ze ze zelf niet kan uiten, diens ouders, wettelijke vertegenwoordigers of diens entourage, met de betrokken persoon en eventueel met de personen die geholpen hebben bij het uiten van de aanvragen wordt een begeleidingsproject uitgewerkt dat overeenstemt met zijn behoeften en waarbij rekening gehouden wordt met sociaal-culturele en familiale bakens van de persoon, met respect voor zijn ideologische, filosofische of religieuze opvattingen en de democratische waarden;

8° er wordt telkens nagegaan of de algemene diensten kunnen bijdragen tot het tot stand komen van het leefproject;

9° respect voor het privé-leven, de onafhankelijkheid en de vrijheid van keuze van de gebruiker en/of zijn wettelijke vertegenwoordiger worden gewaarborgd;

10° de begeleiding staat volledig los van het feit of de gebruiker of diens wettelijke vertegenwoordiger aansluit bij één of andere groepering;

11° de begeleiding bij een opname van een jongere op schoolgerechtigde leeftijd staat volledig los van diens inschrijving in één welbepaalde school;

12° er wordt in de gelijkheid van de gehandicapte personen voorzien, in verband met de kerntaken van de dienst;

13° de diensten verstrekken de gebruiker informatie en verlenen hem geïndividualiseerde steun in coördinatie met zijn netwerk zodat de verschillende ondernomen begeleidingsactiviteiten zinvol en samenhangend worden gemaakt.

Art. 548. De wijze waarop de begeleidingsdienst intervenueert beantwoordt aan:

1° een individueel pad;

2° een collectief pad;

3° een pad "gemeenschapsleven".

Art. 549. Het individuele pad bedoeld in artikel 548, 1°, bestaat erin de gebruiker te ondersteunen in de formulering, de uitwerking en de concretisering van het leefproject en in het voorzien in diens noden via geïndividualiseerde antwoorden.

Art. 550. Het collectieve pad bedoeld in artikel 548, 2°, bestaat in het genereren, formuleren en uitwerken van collectieve oplossingen voor individuele behoeften.

Art. 551. Het pad "gemeenschapsleven", bedoeld in artikel 548, 3°, bestaat erin, in een dynamisch en participatief netwerk van de verschillende actoren die in het leven van de gebruiker een rol spelen:

1° samenwerkingen in te voeren met de overheden en de algemene diensten, ze te sensibiliseren voor inclusie en ze in te lichten over de specifieke rechten en behoeften van de gehandicapte persoon;

2° competenties en persoonlijke energiebronnen op lange termijn, die de inclusie van gehandicapte personen bevorderen, te bewerkstelligen voor de actoren die in het leven van de gebruiker kunnen ingrijpen.

De begeleidingsdiensten ontwikkelen met name:

1° het aanspreken van groepen en personen die bereid zijn om zich in te zetten voor het participatieproces van de gebruikers in het sociale leven;

2° de sensibilisering van iedere persoon die in relatie staat tot de gehandicapte persoon, voor de handicap en de begeleidingspraktijken bij een professioneel publiek;

3° de coördinaties en de partnerschappen tussen de algemene diensten, de verenigingen en de overheden.

### Afdeling 3. — Types begeleidingen

#### Onderafdeling 1. — Begeleiding van jonge kinderen

Art. 552. De begeleiding van jonge kinderen:

1° gebeurt vroegtijdig en voorziet in educatieve bijstand via, voornamelijk individuele, tussenkomsten die hoofdzakelijk in hun leefomgeving plaatsvinden;

2° bezorgt de familie, soms van voor de geboorte, en de leefomgeving van de gebruiker, een educatieve, sociale en psychologische bijstand om deze kinderen in staat te stellen om de moeilijkheden wegens hun handicap op te lossen en zo de optimale ontwikkeling van het kind in zijn leefomgeving te bevorderen.

De begeleidingsdienst kan collectieve acties of een gemeenschappelijk werk ontplooiën met het oog, met name, op de vorming en de informatie van ouders en de verschillende leefomgevingen van de gebruiker.

Art. 553. Het individuele pad bedoeld in artikel 548, 1°, beantwoordt minstens aan vijftig percent van het totaal aantal afgewerkte begeleidingsuren.

#### Onderafdeling 2. — Begeleiding van schoolgaande jongeren

Art. 554. De begeleiding van schoolgaande jongeren kan educatieve, sociale, psychologische aspecten omvatten.

Art. 555. De begeleiding van schoolgaande jongeren gebeurt in samenwerking met het gezin van de gebruiker en is ingebed in de doelstelling van diens deelname in het gezinsleven en het sociale leven.

Art. 556. De begeleiding werkt de participatie van de gebruiker in zijn gewone leefomgevingen in de hand en bevordert diens competenties, diens zelfstandigheid en diens persoonlijke ontplooiing.

Art. 557. De begeleidingsdienst zet de gebruiker ertoe aan, een net van relaties te ontwikkelen en zijn maatschappelijke ervaringen te verbreden.

De begeleiding strekt ertoe, de potentialiteiten van de gebruiker uit te breiden en diens persoonlijke energiebronnen te laten ontplooiën in zijn interacties met diens sociale omgeving. Deze vorm van begeleiding kadert volledig in het begeleidingsproject van de gebruiker. Er wordt gestreefd naar een participatie van de gebruiker.

Art. 558. Het individuele pad bedoeld in artikel 548, 1°, beantwoordt minstens aan vijftig percent van het totaal aantal afgewerkte begeleidingsuren.

#### Onderafdeling 3. — Begeleiding van volwassenen

Art. 559. Voor de begeleiding van volwassenen is de begeleidingsdienst een plaats:

1° waar naar de vraag geluisterd wordt, erover geïnformeerd wordt en verduidelijkingen gegeven worden;

2° waar gestreefd wordt naar acties waarin, in overleg met de gebruiker, doorverwezen wordt naar gepastere antwoorden;

3° waar preventieve acties inzake handicap ontwikkeld worden, overeenkomstig boek 4 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek;

4° waar andere algemene diensten of verenigingen geïnformeerd en gesensibiliseerd worden;

5° waar gezorgd wordt voor een participatie in het sterker maken van de capaciteiten en competenties van de gebruikers.

Art. 560. Het individuele pad bedoeld in artikel 548, 1°, beantwoordt minstens aan vijftig percent van het totaal aantal afgewerkte begeleidingsuren.

#### Onderafdeling 4. — Begeleiding voor gespecialiseerde taken

Art. 561. De begeleidingsdiensten kunnen, als aanvulling op de kerntaken bedoeld in de onderafdelingen 1 tot 3, dan wel uitsluitend, voorzien in volgende gespecialiseerde taken:

1° activiteiten ter bevordering van burgerschap;

2° wat te doen als de ouder(s) weg komt (komen) te vallen;

3° begeleid wonen;

4° de overgang van het schoolleven naar het actieve leven;

5° iedere vernieuwende activiteit die inspeelt op de behoeften van gehandicapte personen, met inachtneming van de beginselen verwoord in dit hoofdstuk.

Art. 562. § 1. De begeleidingsdienst die erkend wordt voor gespecialiseerde taken inzake activiteiten ter bevordering van burgerschap heeft tot de taak om volwassenen met beperkte capaciteiten inzake werkkansen de kans te bieden om hun competenties in te zetten en alles wat ze hebben aangeleerd in stand te houden via een inclusieve en nuttige taak die verricht wordt in de vorm van een dienstverlening of het voortbrengen van goederen ten behoeve van een derde die niet uit de winstgevende sector komt.

§ 2. Activiteiten ter bevordering van burgerschap kunnen ter plaatse verricht worden door de begeleidingsdienst zelf of via de begeleiding van één of meerdere gebruikers bij een partner.

Activiteiten ter bevordering van burgerschap dragen tot het welzijn van andere individuen of van de gemeenschap in haar geheel.

Art. 563. Om de opdracht bedoeld in artikel 562 uit te voeren, zorgt de begeleidingsdienst ervoor:

- 1° dat een onderhoud met de gebruiker plaatsvindt en diens vragen onderzocht worden;
- 2° dat de potentiële opvangplaatsen gesensibiliseerd worden voor vrijwilligerswerk door gehandicapte personen;
- 3° dat de zelfstandigheid en de ontwikkeling van de competenties van de gebruiker, nodig voor het doen van burgerschapsontwikkende activiteiten, gemaximaliseerd worden;
- 4° dat de gebruikers begeleid worden in hun zoektocht naar of het uitvoeren van burgerschapsontwikkende activiteiten;
- 5° dat hij zich aanpast aan de competenties en de noden van elkeen en in voorkomend geval materiële aanpassingen voorstelt;
- 6° dat de vrije, vrijwillige en kosteloze participatie van de gebruikers aan deze activiteiten georganiseerd worden;
- 7° dat gewaakt wordt over het welzijn van de gebruikers en hun persoonlijke ontplooiing in de activiteit;
- 8° dat er voorzien wordt in een aangepaste omkadering van de gebruikers in de loop van de activiteiten.

Art. 564. De begeleidingsdienst die erkend wordt voor gespecialiseerde taken “wegvallen van de ouder(s)” heeft, over het gehele Franstalige grondgebied, tot taak, de uitvoering van preventieve, ondersteunende, opleidende en coördinerende acties bij de gebruikers, bij hun gezin en bij professionele interveniënten met als doel de instandhouding van de levenskwaliteit en hun rechten na het overlijden van de ouders en vanaf de leeftijd van achttien jaar, zonder beperking in de tijd.

Art. 565. Om de opdracht als bedoeld in artikel 564 uit te voeren, zorgt de begeleidingsdienst ervoor:

- 1° dat de gezinnen van de gebruikers en de diensten geïnformeerd, gesensibiliseerd en begeleid worden zodat zij de nodige schikkingen kunnen treffen voor wat te doen valt als de ouders komen te sterven;
- 2° dat de algemene en gespecialiseerde diensten geïnformeerd en gesensibiliseerd worden over het aanbod aan dienstverleningen;
- 3° dat rondetafelgesprekken of intervisies georganiseerd worden over concrete situaties waarmee de gebruikers en de diensten geconfronteerd kunnen worden;
- 4° dat gespecialiseerde diensten gevormd worden op specifieke onderwerpen in de thematiek “wat te doen als de ouders wegvallen”;
- 5° dat er een begeleidingscontract met het gezin van de gebruiker wordt opgesteld;
- 6° dat er veranderingen doorgevoerd worden die een verbetering kunnen bewerkstelligen in de toestand van de gebruiker en die diens belangen kunnen vrijwaren;
- 7° dat de levenskwaliteit van de gebruiker regelmatig wordt beoordeeld via jaarlijkse uitwisselingen met laatstgenoemde, met de referenten en de leden van de persoonlijke of professionele kring van de gebruiker;
- 8° dat er bemiddelingen en verzoeningsgesprekken met de betrokken algemene of gespecialiseerde diensten georganiseerd worden als dit nodig blijkt.

Art. 566. De begeleidingsdienst die erkend is voor gespecialiseerde taken in het begeleid wonen heeft als taak, de volwassene te ondersteunen in diens verlangen naar de nodige zelfredzaamheid die hem zal toelaten in een individuele of gemeenschapswoning te leven, met name via de uitvoering van:

- 1° activiteiten waarbij de gebruiker individueel bijleert en persoonlijk en individueel begeleid wordt in concrete acties die verband houden met zelfredzaamheid bij het wonen;
- 2° prestaties waarbij een groep gebruikers collectief bijleert zodat ingespeeld kan worden op gemeenschappelijke individueel aan te leren zaken die in de begeleidingsprojecten nader worden bepaald;
- 3° activiteiten waarbij iedere belanghebbende informatie krijgt over de voorgestelde activiteiten waarmee de begeleidingsdienst sensibiliseert over de zelfredzaamheid van gehandicapte persoon bij het wonen;
- 4° activiteiten ter coördinatie en ontwikkeling van het net met partners van de begeleidingsdienst over onderwerpen die verband houden met zelfredzaamheid bij het wonen;
- 5° het testen van zelfstandig leven, waarbij de gebruiker de kans krijgt bewust te worden van de praktische aspecten van dat zelfstandig leven.

Betreffende 5° bevat de test minstens één nacht in een woning die daartoe dient.

Art. 567. Om de opdracht als bedoeld in artikel 566 uit te voeren, zorgt de begeleidingsdienst ervoor:

- 1° dat de gebruiker een alternatieve individuele of gemeenschappelijke woonwijze voorgesteld krijgt die afgestemd is op het door hem reeds afgelegde leeftraject;
- 2° dat de zaken waar de gebruiker goed in is en zijn persoonlijke energiebronnen beoordeeld worden;
- 3° dat er op aangepaste wijze ingespeeld wordt op de behoefte en de vraag van de gebruiker, voor zover mogelijk door de begeleidingsdienst;
- 4° dat de zelfbeschikking en de ontwikkeling van de competenties van de gebruiker in zake zelfredzaam wonen gemaximaliseerd worden en dat de transitie naar een andere dienst op het geschikte tijdstip gewaarborgd wordt;
- 5° dat de informatie-overdracht naar de partners die de zorg zullen overnemen in overeenstemming met de gebruiker duidelijk gemaakt en verzekerd wordt;
- 6° dat de gezinnen geïnformeerd worden om ze gerust te stellen en ernaar te trachten, ze te winnen voor en te laten meewerken aan een zelfredzaam levensproject voor de gebruiker;
- 7° dat er belangstelling opgewekt wordt voor vernieuwende initiatieven inzake woonformules.

Art. 568. De begeleidingsdienst die erkend is voor gespecialiseerde opdrachten in de overgang van het schoolleven naar het actieve leven heeft als taak, de gebruiker van veertien tot vijftienvijf jaar de weg te wijzen en hem te begeleiden in de opstart van een persoonlijk levensproject op korte, middellange of lange termijn.

De begeleidingsdienst bevordert de inclusie van de gebruiker in de samenleving via het uitvoeren van een individuele opvolging, individuele of collectieve activiteiten, informatie-activiteiten of coördinatie-activiteiten van partners.

Art. 569. Om de opdracht als bedoeld in artikel 568 uit te voeren, zorgt de begeleidingsdienst ervoor:

- 1° dat er gereageerd wordt bij de gebruikers en de partners die een vraag hebben geuit ten overstaan van de begeleidingsdienst;
- 2° dat de toegang van de gebruiker tot menselijke inzet en materiële middelen voor een zelfstandig volwassen leven vlot verloopt;

3° dat het traject dat de gebruiker aflegt van het schoolleven naar het volwassen leven een ononderbroken verloop kent;

4° dat de informatie-overdracht naar de partners die de zorg zullen overnemen in overeenstemming met de gebruiker duidelijk gemaakt en verzekerd wordt;

5° dat prioritair rekening gehouden wordt met de keuzes en het ritme van de gebruiker en, zover mogelijk, van diens gezin;

6° dat naar zelfbeschikking en naar betrokkenheid van de gebruiker van zijn transitieproject gestreefd wordt;

8° dat er een algemene houding van overleg tussen de gebruiker en de partners wordt aangenomen en bevorderd;

9° dat de gebruiker en zijn gezin verschillende oplossingen kunnen uitproberen en dat ze begeleid worden in hun vraagstellingen en keuzes;

10° dat er, als de gebruiker school loopt, over gewaakt wordt dat zijn levensproject samenhang vertoont door overleg met het pedagogisch schoolteam en het PMS-team, die samen het individueel transitieplan uitvoeren.

#### Afdeling 4. — Ondersteuning van het schoolbezoek

Art. 570. De begeleidingsdienst kan in een residuele en gerichte gespecialiseerde ondersteuning voorzien voor de werking van de schoolinrichting in haar verhouding tot de gebruikers wiens schoolbezoek in het gewone onderwijs bemoeilijkt wordt wegens zijn handicap.

Art. 571. De begeleiding vult de rol, de opdrachten en de taken die voor de school zijn weggelegd, niet in.

Art. 572. De diversiteit van de vormen van ondersteuning van het schoolbezoek hangt af van de handicapsituatie, van de behoeften van elke gebruiker, van de keuzes van de ouders en van de beschikbare middelen.

Art. 573. De ondersteuningsacties kaderen in een globaal handelen, waarbij elke interveniënt met zijn specifieke competenties bijdraagt tot een bijzondere kennis van de gebruiker en waarbij de coördinatie van deze verschillende inbrengen voor een samenhangende en collegiale multi-disciplinaire opvolging zorgt.

Art. 574. In de ondersteuning die de gebruiker tijdens de schooltijd van de begeleidingsdienst krijgt wordt bij voorkeur op school of, in functie van de zich afspelende situatie, op verschillende plaatsen voorzien.

Art. 575. De ondersteuning die de gebruiker tijdens de schooltijd van de begeleidingsdienst krijgt, vindt zijn beslag overeenkomstig de nadere regels van het samenwerkingsakkoord van 10 oktober tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake de steun voor schoolintegratie ten gunste van jongeren met een handicap.

#### Section 5. — Erkenning

##### Onderafdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 576. Het begeleidingswerk van de begunstigden wordt verricht overeenkomstig de in afdeling 2 uiteengezette actielijnen, taken en beginselen.

Art. 577. § 1. De begeleidingsdiensten die uitsluitend voor één enkele gespecialiseerde opdracht worden erkend en die geen deel uitmaken van een administratieve entiteit stellen in samenwerking met de directeur en het begeleidingspersoneel een dienstproject voor zes jaar op aan de hand van het schema in bijlage 59.

§ 2. Het dienstproject en de bijwerkingen ervan worden ter beschikking gesteld van alle personeelsleden van de begeleidingsdienst en, voor de ondersteunende diensten waarvoor de verplichting tot instelling van een overleg- of overlegorgaan geldt, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis van een dergelijk orgaan, van de vakbondsafvaardiging.

Art. 578. § 1. De begeleidingsdienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar.

Aan het einde van elk kalenderjaar dient de begeleidingsdienst uiterlijk op 30 juni van het daaropvolgende jaar een jaarlijks activiteitenverslag in bij het Agentschap, volgens het door het Agentschap verstrekte model.

§ 2. Het jaarlijkse activiteitenverslag van de begeleidingsdienst wordt aan alle leden van de begeleidingsdienst, de gebruikers of hun wettelijke vertegenwoordigers bekend gemaakt en ter beschikking gesteld.

§ 3. De begeleidingsdienst verricht kwalitatieve evaluaties waaraan de gehandicapte persoon, zijn naasten en de diensten mogen deelnemen.

Art. 579. De begeleidingsdienst wendt de middelen aan die bijdragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen van het dienstproject.

Art. 580. Er wordt schriftelijk een begeleidingscontract gesloten tussen de begeleidingsdienst, de jongere of, in voorkomend geval, diens wettelijke vertegenwoordiger.

Als de gebruiker minstens veertien jaar oud is, wordt zijn schriftelijke instemming vereist. Indien hij dit niet kan geven, is de instemming van de ouders of de wettelijke vertegenwoordigers vereist.

Art. 581. Het begeleidingscontract vermeldt:

1° de identiteit van de partijen;

2° de algemene doelstellingen van het begeleidingswerk;

3° de verklaring dat een begeleidingsproject wordt ontwikkeld door de begeleidingsdienst in samenwerking met de gebruiker of, in voorkomend geval, zijn gezin en andere partijen die zijn uitgenodigd om mee te werken aan het begeleidingsproject.

4° de begin- en einddatum van het begeleidingscontract;

5° de uitdrukkelijke melding dat de gebruiker of diens gezin verzocht worden deel te nemen aan het evaluatieproces van de begeleiding;

6° het bedrag van de bijdrage;

7° de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die instaat voor de betaling en voor de wijze waarop de betaling wordt geregeld;

8° de modaliteiten voor de opzegging van de overeenkomst;

9° de procedure voor het interne beheer van eventuele klachten alsook het adres van het Agentschap waaraan de gebruiker en zijn gezin opmerkingen, klachten of bezwaren kan richten;

10° de modaliteiten voor de raadpleging van het dossier als bedoeld in artikel 584, lid 6.

Art. 582. De gebruiker of diens wettelijke vertegenwoordiger heeft te gelegener tijd recht op informatie over elk vraagstuk betreffende het begeleidingswerk.



Art. 583. Het in artikel 581, 3°, bedoelde begeleidingsproject wordt binnen drie maanden na de toelating van de gebruiker opgesteld, rekening houdend met het dienstproject, en vermeldt de duur van het project, de wijze waarop het wordt geëvalueerd en de middelen die worden ingezet voor de bijwerking ervan.

Het begeleidingsproject bestaat uit de drie volgende luiken:

1° een informatief luik betreffende de gebruiker en zijn vragen;

2° een projectief luik met hoe dan ook :

a) de door de gebruiker of zijn naasten geformuleerde verzoeken;

b) de wijze waarop het begeleidingsproces zal verlopen rekening houdende met de vragen en de geïdentificeerde behoeften;

c) de algemene diensten die om samenwerking zullen worden verzocht;

3° een evaluatief luik met :

a) de methode voor evaluatie en bijwerking van het project om toezicht te houden op het begeleidingsproces;

b) de instrumenten voor de analyses en de actualisering van het project om te kunnen nagaan of het inspeelt op de behoeften en beantwoordt aan de doelstellingen van het project;

c) de frequentie van de evaluaties.

Art. 584. Het begeleidingsproject wordt ondertekend door de begeleidingsdienst en de gebruiker of zijn gezin.

Als de gebruiker minstens veertien jaar oud is, wordt zijn schriftelijk akkoord vereist. Indien hij dit niet kan geven, is de instemming van de ouders of de wettelijke vertegenwoordigers vereist.

Het begeleidingsproject maakt noodzakelijk deel uit van de begeleidingsovereenkomst en wordt gevoegd bij het dossier, dat door de begeleidingsdienst voor elke gebruiker wordt bijhouden.

Het begeleidingscontract, het begeleidingsproject en het individuele dossier van de begeleidingsdienst, alsmede de daarmee samenhangende verwerking van persoonsgegevens, hebben twee hoofddoelstellingen:

- ervoor zorgen dat het optreden van de begeleidingsdienst beantwoordt aan de vraag en de behoeften van de gebruiker en dat de rechten en plichten van de gebruiker worden geëerbiedigd;

- het Agentschap in staat stellen toezicht te houden op de naleving van de voorwaarden voor erkenning van de begeleidingsdienst, waaronder de verplichting om een begeleidingswerk uit te voeren overeenkomstig de algemene beginselen en taken van ondersteunende diensten, zoals beschreven in de artikelen 546 tot en met 551.

De datum en een korte beschrijving van de afzonderlijke taken die voor de gebruiker zijn uitgevoerd, zijn ook in dit dossier opgenomen.

De dienst is verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens in dit dossier. Dit dossier kan worden geraadpleegd door :

- de gebruiker of zijn wettelijke vertegenwoordiger;

- het personeel van de begeleidingsdienst dat kennis moet hebben van de inhoud van het begeleidingscontract, met inbegrip van het begeleidingsproject of de inhoud van het individuele dossier, voor zover die toegang noodzakelijk is voor de uitvoering van zijn taken;

- het personeel van het Agentschap in het kader van de taken bedoeld in artikel 474;

Het dossier wordt bewaard tijdens de hele duur van de begeleiding. Na afloop van de begeleiding wordt het dossier vernietigd na de in artikel 474 bedoelde evaluatie die volgt op het einde van de begeleiding.

Art. 585. De begeleidingsdienst houdt een agenda van de dagelijkse activiteiten van de teamleden.

Art. 586. Vóór elke begeleiding gaat de begeleidingsdienst een verzekeringspolis aan :

1° ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van de begeleidingsdienst of van de personen jegens wie hij verantwoordelijk is voor alle schade toegebracht aan of door een gebruiker; De verzekering bepaalt dat de gebruiker de hoedanigheid van derde behoudt en dekt schade. De verzekeringspolis moet desgevallend de dekking voorzien van collectieve activiteiten die plaatsvinden in de lokalen van de begeleidingsdienst;

2° ter dekking van alle schade veroorzaakt door een gebruiker die zijn civiele aansprakelijkheid niet in opspraak zou brengen of van alle schade die hem tijdens de begeleiding zou zijn toegebracht. In dit geval dekt de verzekering het overlijden, de permanente ongeschiktheid en de behandelingskosten.

Art. 587. Het personeel van de begeleidingsdiensten moet voldoen aan de kwalificatienormen bedoeld in bijlage 57.

De begeleidingsdienst stelt de afschriften van de diploma's, getuigschriften en attesten ter beschikking van het Agentschap.

Art. 588. § 1. Het begeleidingspersoneel bestaat uit houders van een eindexamen of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering, met uitzondering van het diploma van Bachelor - bibliothecaris-documentalist.

§ 2. Voor begeleidingsdiensten die globaal voor 1.600 uur begeleiding of minder zijn erkend, moet het begeleidingspersoneel werknemers omvatten die tot ten minste een van de volgende vier personeelscategorieën behoren:

1° opvoedkundig;

2° sociaal;

3° paramedisch;

4° psycholoog.

§ 3. Voor begeleidingsdiensten die globaal voor meer dan 1.600 uur begeleiding zijn erkend, moet het begeleidingspersoneel werknemers omvatten die tot ten minste twee van de volgende vier personeelscategorieën behoren:

1° opvoedkundig;

2° sociaal;

3° paramedisch;

4° psycholoog.

Het begeleidingspersoneel van de begeleidingsdiensten die zijn erkend voor de begeleiding van jonge kinderen en van de begeleidingsdiensten die zijn erkend voor meer dan 7 700 uur begeleiding van jongeren in de schoolgaande leeftijd, omvat ten minste één psycholoog of onderwijspsycholoog.



§ 4. In afwijking van § 1 kan het team van de begeleidingsdiensten dat voor gespecialiseerde taken of als specifieke begeleidingsdienst voor een bepaald publiek is erkend, bij beslissing van het Agentschap andere functies in verband met hun dienstproject opnemen.

§ 5. Het totale aantal betaalde uren voor het begeleidingspersoneel bedraagt ten minste 1,24 betaalde uren per uur begeleiding dat in de erkenningsbeslissing wordt vermeld.

Boven het minimumaantal bezoldigde uren kan het begeleidingspersoneel, in afwijking van § 1, bestaan uit houders van een diploma of getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs, met een pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntatie.

§ 6. De in de paragrafen 2, 3, 4 en 5 bedoelde werknemers worden voor dit doel betaald.

Art. 589. Het totale aantal betaalde uren voor het niet-begeleidend personeel bedraagt ten minste 0.12 betaalde uren per uur begeleiding dat in de erkenningsbeslissing wordt vermeld.

Art. 590. Op grond van het dienstproject bedoeld in artikel 577 stelt de begeleidingsdienst een vormingsprogramma voor het personeel op voor minimum twee jaar.

Het vormingsplan, opgesteld in overleg met de personeelsleden:

1° bepaalt de nagestreefde doelstellingen;

2° omschrijft de banden tussen de globale omgeving van de begeleidingsdienst, de dynamiek van het project van de dienst en de ontwikkeling van de vaardigheden van het personeel;

3° definieert de evaluatiecriteria, -modaliteiten en -periodiciteit voor die drie aspecten;

4° identificeert de permanente vormingsactiviteiten van minstens twee dagen per jaar waaraan de leden van het begeleidingspersoneel moeten deelnemen.

Wat betreft het personeel van de begeleidingsdiensten die onder de plaatselijke besturen en de provincies ressorteren, ligt het in het eerste lid bedoelde vormingsplan in de lijn van het vormingsplan dat werd uitgewerkt op initiatief van de gewestelijke vormingsraad, ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de gewestelijke vormingsraad voor de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië.

Art. 591. De begeleidingsdienst :

1° wordt beheerd door een overheid, een instelling van openbaar nut, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de stichtingen en de Europese politieke partijen en stichtingen.

2° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk of een internationale vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht wordt, mag deze niet samengesteld zijn uit meer dan één vijfde van de personeelsleden of één vijfde van de personen die met hen aanverwant zijn tot de derde graad;

3° als hij door een vereniging zonder winstoogmerk of een internationale vereniging zonder winstoogmerk of een stichting opgericht wordt, mag de raad van bestuur voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van de begeleidingsdienst niet samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad;

4° beschikt over technische, budgettaire en boekhoudkundige autonomie, eventueel via een administratieve entiteit waarvan de begeleidingsdienst deel uitmaakt, en over een administratief beheer dat hem in staat stelt zijn taken uit te voeren en onder toezicht van het Agentschap te staan;

5° staat onder de leiding staan van een directeur, natuurlijke persoon bezoldigd voor die functie en bevoegd om, overeenkomstig een geschreven overdracht van bevoegdheid door de inrichtende macht en onder haar verantwoordelijkheid of die van de directeur-generaal van de administratieve entiteit bedoeld in 4°, het dagelijkse beheer van de dienst waar te nemen;

6° heeft een directeur die in staat is:

a) de effectieve directie van de begeleidingsdienst permanent waar te nemen. Als hij afwezig is tijdens de activiteiten voorzien in het kader van de begeleidingsprojecten, moet een daartoe afgevaardigd personeelslid in noodgevallen de nodige maatregelen kunnen treffen en in staat zijn om zowel interne als externe vragen te beantwoorden.

b) steeds kennis te hebben van de werkrooster van zijn personeel;

7° in geval van verzuim of onregelmatigheid in de uitvoering van het mandaat van de directeur, verzoekt het Agentschap de inrichtende macht bij aangetekend schrijven en binnen de termijn die het Agentschap bepaalt om de nodige maatregelen te treffen. Bij gebreke daarvan wendt het Agentschap zich tot de minister bevoegd voor het gehandicaptenbeleid, die een besluit neemt overeenkomstig de bepalingen van artikel 475;

8° maakt, onverminderd de bepalingen van artikel 286 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek en op verzoek van het Agentschap alle bewijsstukken over die vereist worden voor de uitoefening van de controle, meer bepaald de jaarrekeningen, de nodige stukken voor de berekening van de verschillende toelagen, alsmede het vormingsprogramma bedoeld in artikel 590;

9° maakt de sociale balans zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1996 betreffende de sociale balans, de jaarrekeningen, de balans van de activiteiten, alsook het vormingsprogramma bedoeld in artikel 590 over :

a) voor de begeleidingsdiensten beheerd door een private inrichtende macht: aan de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, aan de vakbondsafvaardiging;

b) voor de begeleidingsdiensten beheerd door een openbare inrichtende macht: aan het onderhandelings- of overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, of bij ontstentenis daarvan, aan de vakbondsorganisaties die de werknemers vertegenwoordigen;

10° vermeldt de referentie van de door het Agentschap verleende erkenning op alle akten en overige stukken, publiciteitsfolders en aanplakkingen die van de begeleidingsdienst;

11° maakt geen gezamenlijke reclame met een school, ongeacht de gebruikte methode.

Art. 592. De begeleidingsdienst voert een boekhouding overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 593. De inhoud en de presentatie van het genormaliseerde minimale boekhoudplan beantwoorden aan het volledige schema van de jaarrekeningen met balans, resultatenrekeningen en bijlagen overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

De opschriften en rekeningnummers die met de activiteiten van de begeleidingsdiensten overeenstemmen, worden door het Agentschap aan de begeleidingsdiensten meegegeeld.

Art. 594. De beginbalans van elke begeleidingsdienst wordt aan het Agentschap voorgelegd binnen zes maanden na de kennisgeving van de erkenningsbeslissing.

Art. 595. De jaarrekeningen van elke begeleidingsdienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar.

De jaarrekeningen gaan vergezeld van een volledige lijst van verbonden entiteiten, waarvan de rekeningen op verzoek door het Agentschap kunnen worden ingezien.

Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

Art. 596. Indien dienstverleningen van een verbonden entiteit uitgaan, geven de dienstverleners hun aanwezigheid aan in het personeelsregister.

Art. 597. De begeleidingsdienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.

Art. 598. De gebouwen en installaties bieden toegangsmogelijkheden ivm de handicap van de gebruikers.

Art. 599. De begeleidingsdienst draagt, binnen de grenzen van zijn optreden, in redelijkheid zorg voor de veiligheid van de gebruikers.

Art. 600. Onverminderd artikel 315 van het decreetgevende deel van het Wetboek delen de begeleidingsdiensten, om het Agentschap in staat te stellen om de erkenningsvoorwaarden na te gaan, de documenten bedoeld in artikel 474/1 aan het Agentschap mee, volgens de daar bedoelde nadere regels.”.

#### Onderafdeling 2. — Type erkenning

Art. 601. De begeleidingsdiensten worden erkend als polyvalente of specifieke begeleidingsdiensten voor een welbepaald publiek, ter ondersteuning van verscheidene van de volgende categorieën, op basis van leeftijdscriteria of gespecialiseerde taken:

1° jonge kinderen, jongeren in de schoolgaande leeftijd of volwassenen;

2° een of meerdere van de gespecialiseerde taken.

Art. 602. Een begeleidingsdienst kan alleen worden erkend voor één of meerdere gespecialiseerde taken, of als specifieke begeleidingsdienst voor een bepaald publiek, voor zover de territoriale dekking wordt verzekerd door een polyvalente begeleidingsdienst als bedoeld in artikel 603.

Art. 603. De polyvalente begeleidingsdienst begeleidt de gebruikers met elk soort handicap en helpt hen met al hun vragen en behoeften.

Art. 604. De specifieke begeleidingsdienst begeleidt de gebruikers die één of meerdere bepaalde handicaps vertonen en staat hen bij in al hun vragen en behoeften.

Hij zorgt ook voor steun, vorming en geldt als model wat betreft het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied.

De specifieke begeleidingsdienst kan ook bijdragen tot het onderzoek inzake begeleiding voor wat zijn handicap(en) betreft.

#### Onderafdeling 3. — Procedure

Art. 605. De erkenningsaanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken en gegevens:

1° het type aangevraagde erkenning, zoals bedoeld in onderafdeling 2;

2° het dienstproject, alsmede de wijze waarop de persoonlijke begeleidingsprojecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

3° de identiteit van de directeur van de begeleidingsdienst en:

a) de delegatie van bevoegdheden;

b) een afschrift van zijn diploma's en getuigschriften;

c) het getuigschrift ter staving van de in bijlage 57 vereiste ervaring;

4° het ondernemingsnummer.

Het Agentschap stuurt een bericht van ontvangst naar de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag van een begeleidingsdienst.

Art. 606. Wanneer het dossier volledig is, brengt het Agentschap de begeleidingsdienst binnen vijftien dagen op de hoogte, onderzoekt het de aanvraag en neemt de voor het gehandicaptenbeleid bevoegde Minister binnen zes maanden na ontvangst van het volledige aanvraagdossier een beslissing.

#### Onderafdeling 4. — Beslissing tot erkenning

Art. 607. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

Als het gaat om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe begeleidingsdienst, wordt de erkenning verleend voor een periode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Na afloop van deze periode wordt de erkenning, behoudens andersluidend beslissing van de Minister die bevoegd is voor het gehandicaptenbeleid, voor onbepaalde tijd verleend.

Art. 608. De beslissing van de Regering vermeldt :

1° het type erkenning, zoals bedoeld in onderafdeling 2;

2° het minimumaantal uren begeleiding per jaar;

3° het jaarlijks minimumaantal te begeleiden gebruikers.

Het aantal, bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt bepaald op basis van het in de erkenning bepaalde minimumaantal uren begeleiding, en wel als volgt:

1° één gebruiker te begeleiden voor elk volledig blok van 80 uur begeleiding van volwassenen;

2° één gebruiker te begeleiden voor elk volledig blok van 80 uren begeleiding van jonge kinderen

3° één gebruiker te begeleiden voor elk volledig blok van 80 uren begeleiding voor de gespecialiseerde taak “Burgerschapsontwikkelende”;

4° één gebruiker te begeleiden voor elk volledig blok van 80 uur begeleiding voor de gespecialiseerde taak "Na-ouderschap";

5° één gebruiker te begeleiden per 200 uur begeleiding van jongeren in de schoolgaande leeftijd;

6° één gebruiker te begeleiden voor elk volledig blok van 160 uur begeleiding voor de gespecialiseerde taak "overgang van het schoolleven naar het actieve leven";

7° één gebruiker te begeleiden voor elk volledig blok van 240 uur begeleiding voor de gespecialiseerde taak "Begeleid wonen".

De in lid 2, 1° tot en met 7°, genoemde aantallen uren begeleiding worden uitsluitend gebruikt om de omvang van de gebruikers vast te stellen en vormen niet de norm.

Art. 609. In afwijking van artikel 608, eerste lid, 3°, worden voor begeleidingsdiensten die overeenkomstig artikel 602 als specifieke begeleidingsdiensten voor visuele of auditieve handicaps zijn goedgekeurd, de volledige blokken van begeleidingsuren met twintig procent verhoogd.

#### Onderafdeling 5. — Controle

Art. 610. Het Agentschap gaat na of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden.

Het Agentschap evalueert regelmatig de tenuitvoerlegging van de dienstenprojecten.

Daartoe evalueert bedoeld Agentschap in samenwerking met de begeleidingsdiensten, het begeleidingspersoneel en de gebruikers de werkmethode, de kwaliteit van de diensten, de dienstverstrekkingen en het tot stand brengen van de begeleidingsprojecten en gaat het na of deze projecten bestaan en worden bijgewerkt.

Het Agentschap ziet toe op de inachtneming van de voorschriften inzake de toekenning en de aanwending van de subsidies en inzake boekhoudkundige verplichtingen.

Art. 611. Het Agentschap adviseert de begeleidingsdiensten en het begeleidingspersoneel.

De opmerkingen en conclusies van de inspecties worden overgemaakt aan de inrichtende machten en aan de directies. Vandaar worden ze doorgestuurd naar de ondernemingsraad en(of) de vakbondsafvaardiging of het onderhandelings- en overlegcomité opgericht krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 612. § 1. Na afloop van een periode van zes volledige kalenderjaren verifieert het Agentschap het jaargemiddelde over de betrokken periode van het minimumvolume van de begeleidingsuren en het minimumaantal te begeleiden gebruikers als bedoeld in artikel 608, 2° en 3°, op basis van de gegevens in de activiteitenverslagen en de berichten van begin en einde van de interventie voor de betrokken periode.

§ 2. Indien het aantal door de begeleidingsdienst geleverde begeleidingsuren minder dan negentig procent bedraagt van het aantal uren waarvoor de begeleidingsdienst is erkend, of indien het aantal door de begeleidingsdienst ondersteunde personen minder dan negentig procent bedraagt van het aantal te begeleiden gebruikers waarvoor de begeleidingsdienst is erkend, stelt het Agentschap de begeleidingsdienst in kennis van een vermindering van het aantal begeleidingsuren en het aantal te begeleiden gebruikers, zoals vastgesteld in zijn erkenning, en wel met ingang van 1 januari van het jaar volgend op die kennisgeving.

De in de erkenning vastgestelde vermindering van het aantal uren steun is de grootste van :

1° het verschil tussen het aantal uren waarvoor de begeleidingsdienst is erkend en het aantal uren dat de begeleidingsdienst heeft gepresteerd;

2° het verschil tussen het aantal te begeleiden gebruikers waarvoor de begeleidingsdienst is erkend en het aantal door de begeleidingsdienst begeleide gebruikers, omgerekend in uren overeenkomstig de artikelen 608, tweede lid, en 609.

Voor het minimumaantal te begeleiden gebruikers wordt de vermindering berekend overeenkomstig de artikelen 608, lid 2, en 609.

Art. 613. In afwijking van artikel 612, § 1, bestrijkt de verificatie van de doelstellingen die in de goedkeuring voor de eerste verificatieperiode zijn vastgesteld, de laatste vijf jaar.

#### Afdeling 6. — Klachten

Art. 614. De begeleidingsdienst organiseert een intern klachtenbeheerssysteem met het oog op voortdurende verbetering.

Elke klacht in verband met de begeleiding door een begeleidingsdienst die niet intern kan worden opgelost, wordt gericht aan het Agentschap, dat de ontvangst ervan bevestigt, de gebruiker bijstaat bij het formuleren van de klacht en de inrichtende macht op de hoogte brengt.

Het Agentschap onderzoekt de klacht en geeft de aanklager en de inrichtende macht binnen hoogstens zes maanden kennis van de resultaten van het onderzoek en van de gevolgen die eraan gegeven worden.

#### Afdeling 7. — Opvangbeleid

##### Onderafdeling 1. — Algemene toelatingsvoorwaarden

Art. 615. § 1. De begeleidingsdiensten begeleiden de gebruikers alleen als zij beschikken over ofwel:

1° een beslissing tot tussenkomst van het Agentschap, bedoeld in artikel 280 van het decreetgevend deel van het Wetboek, waarbij de begeleiding noodzakelijk wordt geacht;

2° een voorlopige beslissing bedoeld in artikel 436;

3° een beslissing van een bevoegde instelling van een ander deelgebied die krachtens een samenwerkingsovereenkomst gevolg mag hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied.

§ 2. In afwachting van één van de beslissingen bedoeld in § 1, mag de begeleidingsdienst een gebruiker tijdelijk begeleiden als hij of zijn wettelijke vertegenwoordiger reeds een individuele aanvraag om tussenkomst heeft ingediend met het oog op een begeleiding en voor zover binnen drie maanden één van de in de onderafdelingen 2 tot 6 bedoelde stukken wordt overgelegd.

De overlegging van één van de in het eerste lid bedoelde documenten loopt niet vooruit op de beslissing van het Agentschap.

§ 3. De beslissing van het Agentschap waarbij de begeleiding wordt toegestaan, mag niet genomen worden vóór de datum waarop de aanvraag naar het Agentschap wordt verzonden, noch op de datum van opvang door de begeleidingsdienst.

§ 4. Als de gebruiker in aanmerking komt voor een andere tussenkomst bedoeld in het tweede deel, Boek 5, Titel 11, van dit Wetboek, worden geen bijkomende multidisciplinaire gegevens vereist.

Art. 616. De begeleidingsdiensten geven het Agentschap binnen tien dagen na het begin of het einde van de tussenkomst kennis van de berichten betreffende de begindatum en de einddatum van de tussenkomst voor de gebruikers die ze begeleiden.

Art. 617. De gebruiker wordt alleen opgenomen in het minimumaantal gebruikers dat moet worden begeleid, als bedoeld in artikel 608, indien het Agentschap concludeert dat begeleiding noodzakelijk is, met uitzondering van de in artikel 615, § 2, bedoelde tijdelijke begeleiding, totdat het Agentschap de gebruiker van zijn weigering in kennis stelt.

Art. 618. Het Agentschap kan een op de leeftijd van de gebruikers gestoelde afwijking toestaan op grond van een individueel specifiek project.

Art. 619. Het Agentschap komt tussen voor de begeleiding of verzorging van een gebruiker door één dienst.

In afwijking van het eerste lid, is de cumulatie evenwel toegelaten voor een gebruiker die beroep doet op :

- 1° een dienst voor vroegtijdige hulpverlening of begeleiding voor volwassenen en een revalidatiecentrum;
- 2° een begeleidingsdienst en een centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling;
- 3° een begeleidingsdienst voor volwassenen en een aangepaste werkplaats;
- 4° een begeleidingsdienst en een hulpdienst betreffende de activiteiten van het dagelijks leven;
- 5° een begeleidingsdienst en een dienst die respijtzorg organiseert;
- 6° een polyvalente begeleidingsdienst en een opvangdienst buiten de periode van aanwezigheid in de opvangdienst;
- 7° een specifieke begeleidingsdienst en elke andere dienst, behalve een andere specifieke begeleidingsdienst;
- 8° een begeleidingsdienst die is erkend voor gespecialiseerde taken en elke andere begeleidingsdienst, met uitzondering van een andere begeleidingsdienst die is erkend voor dezelfde gespecialiseerde taken;
- 9° een begeleidingsdienst die is erkend voor gespecialiseerde post-ouderschapstaken en elke andere begeleidingsdienst, met uitzondering van een andere begeleidingsdienst die is erkend voor dezelfde gespecialiseerde post-ouderschapstaken.

In afwijking van lid 1 kan het agentschap op basis van een specifiek individueel project een combinatie toestaan waarin niet is voorzien in lid 2.

#### Onderafdeling 2. — Documenten voor de tijdelijke begeleiding van jonge kinderen

Art 620. Overeenkomstig artikel 615, § 2, kan de gebruiker begeleid worden voor jonge kinderen indien hij de volgende stukken verstrekt:

- 1° een door een andere administratie afgegeven document ter bevestiging van het bestaan van een handicap;
- 2° een attest ingevuld door een multidisciplinair team van een erkend centrum bedoeld in de artikelen 424 en 428;
- 3° een attest opgemaakt door een pluridisciplinaire ploeg die niet onder de begeleidingsdienst ressorteert en die minstens een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker telt;
- 4° een beslissing tot tussenkomst van het Agentschap in de opvang en de huisvesting of de bijstand in een leefomgeving;
- 5° een stuk, volgens het geval, van een dienst erkend door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, van een arts, een consultatiebureau van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Kind en Gezin).

#### Onderafdeling 3. — Documenten voor de tijdelijke begeleiding van schoolgaande jongeren of volwassenen

Art. 621. Overeenkomstig artikel 615, § 2, kan de gebruiker begeleid worden voor schoolgaande jongeren of volwassenen indien hij de volgende stukken verstrekt:

- 1° een door een andere administratie afgegeven document ter bevestiging van het bestaan van een handicap;
- 2° een attest ingevuld door een multidisciplinair team van een erkend centrum bedoeld in de artikelen 424 en 428;
- 3° een attest opgemaakt door een pluridisciplinaire ploeg die niet onder de begeleidingsdienst ressorteert en die minstens een geneesheer, een psycholoog en een maatschappelijk of paramedisch werker telt;
- 4° een beslissing van het Agentschap in de opvang en de huisvesting of de bijstand in een leefomgeving;

#### Onderafdeling 4. — Documenten voor de tijdelijke begeleiding voor burgeractiviteiten

Art. 622. Overeenkomstig artikel 615, § 2, kan de gebruiker tijdelijk worden begeleid bij gespecialiseerde taken in het kader van een burgeractiviteit indien hij de volgende stukken verstrekt:

- 1° een attest waaruit blijkt dat hij verhoogde uitkeringen ontvangt wegens een handicap;
- 2° een attest waaruit blijkt dat hij in aanmerking komt voor inkomensvervangende tegemoetkomingen voor gehandicapten;
- 3° een beslissing tot tussenkomst van het Agentschap in de opvang en de huisvesting of de bijstand in een leefomgeving.

#### Onderafdeling 5. — Documenten voor de tijdelijke begeleiding in begeleid wonen

Art. 623. Overeenkomstig artikel 615, § 2, kan de gebruiker tijdelijk worden begeleid bij gespecialiseerde taken in het kader van begeleid wonen indien hij de volgende stukken verstrekt:

- 1° een getuigschrift waaruit blijkt dat hij gespecialiseerd secundair onderwijs in leerjaar 1 volgt of heeft gevolgd;
- 2° een getuigschrift waaruit blijkt dat hij gespecialiseerd secundair onderwijs in leerjaar 2 volgt of heeft gevolgd;
- 3° een attest waaruit blijkt dat hij verhoogde gezinsbijslag ontvangt wegens een handicap;
- 4° een attest waaruit blijkt dat hij in aanmerking komt voor inkomensvervangende tegemoetkomingen voor gehandicapten;
- 5° een beslissing tot tussenkomst van het Agentschap in opvang en huisvesting, of in bijstand in een leefomgeving, of in materiële bijstand of in een Aangepast Werkbedrijf.

#### Onderafdeling 6. — Documenten voor de tijdelijke begeleiding voor overgang van het schoolleven naar het actieve leven

Art. 624. Overeenkomstig artikel 615, § 2, kan de gebruiker tijdelijk worden begeleid bij gespecialiseerde taken inzake overgang van het schoolleven naar het actieve leven indien hij de volgende stukken verstrekt:

- 1° een getuigschrift waaruit blijkt dat hij gespecialiseerd secundair onderwijs in leerjaar 1 volgt of heeft gevolgd;



- 2° een getuigschrift waaruit blijkt dat hij gespecialiseerd secundair onderwijs in leerjaar 2 volgt of heeft gevolgd;
- 3° een attest waaruit blijkt dat hij verhoogde gezinsbijslag ontvangt wegens een handicap;
- 4° een attest waaruit blijkt dat hij in aanmerking komt voor inkomensvervangende tegemoetkomingen voor gehandicapten;
- 5° een beslissing tot tussenkomst van het Agentschap in de opvang en de huisvesting of de bijstand in een leefomgeving.

#### *Afdeling 8. — Subsidiëring*

##### Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 625. § 1. Binnen de perken van de budgettaire kredieten ontvangen de begeleidingsdiensten :

- 1° een jaarlijkse toelage;
- 2° een toeslag wegens geldelijke anciënniteit van het personeel;
- 3° een specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de raamovereenkomst met betrekking tot de privé- en openbare non-profitsector, inzake de verhoging van de eindejaarspremie;
- 4° een specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de kaderovereenkomst 2010-2011 met betrekking tot de private non-profitsector, voor wat betreft de bijkomende subsidie gereserveerd voor de financiering van opleidingen;

§ 2. De bedragen bedoeld in de artikelen 630, § 2, 631, § 2, en in bijlage 56 worden gekoppeld aan het spilindexcijfer dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt, met name 107,20 op 1 april 2020 (basis 2013).

§ 3. Het totaalbedrag van de subsidies dat voortvloeit uit de bepalingen van dit hoofdstuk wordt verminderd met de tegenwaarde van het bedrag dat eventueel gestort wordt door het Tewerkstellingsfonds aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering als compensatie voor de subsidiëring van de vergoeding bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 september 1989 tot bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector.

##### Onderafdeling 2. — Jaarlijkse subsidie

Art. 626. De jaarlijkse subsidie wordt berekend door het totale aantal uren begeleiding waarvoor de begeleidingsdienst is erkend, te vermenigvuldigen met de theoretische kosten van één uur begeleiding voor een anciënniteit van nul jaar, zoals vermeld in bijlage 56.

Art. 627. § 1. De jaarlijkse toelage wordt tijdens het bestemmingsjaar voortijdig vereffend bij maandelijkse afbetalingen.

§ 2. De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen van de ambtenaren.

##### Onderafdeling 3. — Toeslag wegens geldelijke anciënniteit van het personeel;

Art. 628. § 1. Een toelagetoeslag voor het personeel wordt verleend aan de begeleidingsdiensten waarvan het gezamenlijke personeel aan het einde van het bestemmingsjaar een gemiddelde geldelijke anciënniteit heeft die hoger is dan 0.

§ 2. De begeleidingsdienst bezorgt het Agentschap langs elektronische weg aan het einde van elk bestemmingsjaar uiterlijk 31 maart van het volgende jaar een kadaster van de tewerkstelling.

Behoudens overmacht wordt de niet-naleving van die termijn gestraft als volgt:

- 1° een boete gelijk aan 1/1000 van de jaarlijks te bekomen toelage per dag vertraging;
- 2° onverminderd deze boete, stuurt het Agentschap een aanmaning bij aangetekende brief uiterlijk 21 dagen na de vertraging;
- 3° indien het kadaster van de tewerkstelling niet binnen tien dagen na de aanmaning wordt ontvangen, wordt de jaarlijkse subsidie voor de begeleidingsdienst vastgesteld op 90% van het bedrag waarop de dienst recht had in het jaar vóór de uitoefening, naar rato van het aantal goedgekeurde uren.

De voor elk personeelslid in aanmerking te nemen geldelijke anciënniteit is die waarop het recht heeft op 31 december van het boekjaar dat het voorwerp is van de subsidie, gewogen met het volume van de bezoldigde dienstverleningen.

Het resultaat van de deling wordt verminderd met een half jaar anciënniteit.

§ 3. Het volume van de dienstverstrekkingen opgenomen in de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer die in aanmerking komt voor een maatregel tot aanpassing van het einde van zijn loopbaan zoals bedoeld in bijlage 45/4 is gelijk aan het volume van dienstverstrekkingen waarover hij beschikte voordat hij halftijds ging presteren.

§ 4. Er wordt geen rekening gehouden met het volume van de bezoldigde dienstverstrekkingen van de werknemer die in dienst genomen wordt ter vervanging van de werknemer bedoeld in paragraaf 3.

§ 5. Het volume van de dienstverstrekkingen opgenomen in de berekening van de geldelijke anciënniteit van de werknemer wiens arbeidsovereenkomst gedurende ten hoogste twee jaar wordt geschorst, is gelijk aan het volume van dienstverstrekkingen waarover hij beschikte vóór de schorsing van zijn arbeidsovereenkomst, op voorwaarde dat hij wordt vervangen.

§ 6. Het volume van betaalde dienstverstrekkingen van de werknemer die op basis van een vervangingscontract is tewerkgesteld ter vervanging van de in § 5 bedoelde werknemer, wordt gedurende een periode van ten hoogste twee jaar niet in aanmerking genomen.

§ 7. De toeslag wordt toegekend ten belope van het totaal aantal uren begeleiding waarvoor de begeleidingsdienst is erkend, vermenigvuldigd met het verschil tussen de theoretische kosten van één uur begeleiding, bij de waargenomen anciënniteit, en dezelfde kosten bij een anciënniteit van nul jaar, zoals vermeld in bijlage 56.

Art. 629. § 1. De anciënniteitstoelage wordt tijdens het bestemmingsjaar voortijdig vereffend bij maandelijkse afbetalingen.

§ 2. De maandelijkse afbetalingen worden automatisch aangepast tijdens de tweede maand na de overschrijding van de basisindex die als referentie dient voor de indexering van de lonen van de ambtenaren.

§ 3. Indien in het volgende jaar de geconstateerde anciënniteit voor het jaar van toekenning kleiner of hoger is dan degene die als basis heeft gediend voor de toekenning van de voorschotten, wordt de toegekende toeslag aangepast.



Onderafdeling 4. — Specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de raamovereenkomsten 2010-2011 en 2018-2020 met betrekking tot de privé non-profitsector en de raamovereenkomst 2018-2020 betreffende de openbare non-profitsector, inzake de verhoging van de eindejaarspremie

Art. 630. § 1. Het Agentschap betaalt een specifieke subsidie aan de begeleidingsdiensten om hen in staat te stellen de verhoging van de eindejaarspremie voor het personeel te financieren.

§ 2. Voor de begeleidingsdiensten die afhankelijk zijn van de privé-sector, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 jaarlijks vastgesteld op een bedrag van 626,06 euro, vermenigvuldigd met het aantal reële voltijdsequivalenten voor het hele personeel van de begeleidingsdienst, vastgesteld op basis van het totale aantal bezoldigde uren in het kadaster van de tewerkstelling van het voorgaande jaar.

Voor de begeleidingsdiensten die afhankelijk zijn van de openbare sector, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 jaarlijks vastgesteld op een bedrag van 510 euro, vermenigvuldigd met het aantal reële voltijdsequivalenten voor het hele personeel van de begeleidingsdienst, vastgesteld op basis van het totale aantal bezoldigde uren in het kadaster van de tewerkstelling van het voorgaande jaar.

Onderafdeling 5. — Specifieke subsidie om te voldoen aan de bepalingen van de kaderovereenkomst 2010-2011 met betrekking tot de private non-profitsector, voor wat betreft de bijkomende subsidie gereserveerd voor de financiering van opleidingen

Art. 631. § 1. Het Agentschap betaalt een specifieke subsidie aan de begeleidingsdiensten om hen in staat te stellen de verhoging van de premie voor de financiering van opleidingen te financieren.

§ 2. Voor de begeleidingsdiensten die afhankelijk zijn van de privé-sector, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in § 1 jaarlijks vastgesteld op een bedrag van 38,10 euro, vermenigvuldigd met het aantal reële voltijdsequivalenten voor het hele personeel van de begeleidingsdienst, vastgesteld op basis van het totale aantal bezoldigde uren in het kadaster van de tewerkstelling van het voorgaande jaar.

Onderafdeling 6. — Specifieke subsidie om de betaling van de vakbondpremies te kunnen verzekeren

Art. 632. Het Agentschap stort namens de begeleidingsdiensten op het fonds dat instaat voor de betaling van de vakbondpremies, een bedrag dat overeenstemt met het aantal werknemers die er in aanmerking voor kunnen komen, vermenigvuldigd met het bedrag van de vakbondspremie per werknemer, dat bepaald is overeenkomstig de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector, zoals uitgevoerd door het koninklijk besluit van 26 september 1980 houdende uitvoering van de artikelen 1, b, en 4 van de wet van 1 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector en door het koninklijk besluit van 30 september 1980 betreffende de toekenning en de uitbetaling van een vakbondspremie aan sommige personeelsleden van de overheidssector.

Onderafdeling 7. — Controle op de subsidies

Art. 633. § 1. Indien het totale aantal betaalde uren voor het begeleidingspersoneel op basis van de tewerkstellingskaders aan het einde van elk jaar lager is dan het totale aantal begeleidingsuren waarvoor de begeleidingsdienst is erkend, vermenigvuldigd met één punt vierentwintig, deelt het Agentschap hem het terug te vorderen bedrag mee.

Het bedrag van het in lid 1 bedoelde terug te vorderen bedrag is het verschil tussen het jaarlijkse gemiddelde van het totale aantal uren begeleiding waarvoor de ondersteuningsdienst is erkend, vermenigvuldigd met één punt vierentwintig, en het jaarlijkse gemiddelde van het totale aantal betaalde uren van het begeleidingspersoneel, vermenigvuldigd met het gemiddelde over de periode van de kosten van één uur begeleiding als bedoeld in bijlage 56.

De terugvordering gaat in vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van kennisgeving.

§ 2. De nadere regels voor de controle op de aanwending van de toelagen zijn die bedoeld in de artikelen 474/3 tot 474/5.

Art. 634. De lasten die in aanmerking mogen worden genomen, worden in de bijlagen 45/3 en 45/4 nader bepaald.

Art. 635. Na kennisgeving gaat het Agentschap over tot de rechtzetting en de ambtshalve invordering van de toelagen verleend op grond van onjuiste aangiften of waarvan het gebruik ongerechtvaardigd blijkt te zijn.

Ze worden rechtgezet en ingevorderd tijdens de tweede maand na die van de kennisgeving en kunnen het voorwerp uitmaken van een aanzuiveringsplan.

De begeleidingsdiensten beschikken over een termijn van dertig dagen, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, om elke rechtzetting of invordering te betwisten waarvan kennis wordt gegeven overeenkomstig dit hoofdstuk.

De begeleidingsdiensten kunnen een aanvraag tot herziening van de toelage indienen binnen dertig dagen te rekenen van de kennisneming van een gegeven dat het bedrag van de toelage betwist en waarvan zij geen weet hadden bij de kennisgeving ervan.

De begeleidingsdienst moet het bewijs leveren van de datum waarop hij kennis genomen heeft van het gegeven bedoeld in het vierde lid.

Art. 636. De opschriften en rekeningnummers die met de activiteit van de begeleidingsdiensten overeenstemmen, worden via omzendbrieven aan de diensten meegedeeld.

De financiële bijdragen die krachtens artikel 637 aan de gebruikers of hun wettelijke vertegenwoordigers gevraagd worden, moeten als teruggeïnde kosten geboekt worden.

In het kader van de controle op het gebruik van de subsidies worden de in het tweede lid bedoelde bijdragen in mindering gebracht van het bedrag van de overeenstemmende lasten.

De subsidies die aan de begeleidingsdiensten gestort worden door de overheden of door liefdadigheidsinstellingen die door die overheden gesubsidieerd worden, worden afgetrokken van de overeenstemmende lasten die op geldige wijze in het boekjaar geboekt worden.

Er wordt rekening gehouden met de toelagen bedoeld in het derde lid voor zover ze verleend worden ter dekking van de uitgaven die in aanmerking genomen worden voor de berekening van de toelage.

Afdeling 9. — Financiële bijdrage van de gebruikers

Art. 637. § 1. Behalve voor de begeleiding voor burgerschapsontwikkende activiteiten mogen de begeleidingsdiensten de gebruikers een bijdrage in rekening brengen van hoogstens 37,15 euro per maand gekoppeld aan de spilindex, die als referentie wordt gebruikt voor de indexering van de ambtenarensalarissen, namelijk 107,20 vanaf 1 april 2020 (basis 2013). Deze bijdrage blijft bij de begeleidingsdienst zolang ze wordt toegewezen aan subsidiabele uitgaven.

§ 2. In het kader van begeleid wonen kunnen de begeleidingsdiensten de gebruikers laten betalen voor de kosten van huur of onderhuur van de accommodatie die zij in het kader van deze begeleiding ter beschikking stellen van de gebruiker, alsmede voor alle daarmee samenhangende kosten van bewoning.

§ 3. De begeleidingsdiensten kunnen in overleg met de gebruiker of diens wettelijke vertegenwoordiger aanspraak maken op de kosten van een specifieke activiteit die zij organiseren of die verband houdt met specifieke behoeften van de gebruiker om diens welzijn en persoonlijke ontwikkeling te waarborgen.

#### *Afdeling 10. — Programmering*

Art. 638. § 1. Een polyvalente begeleidingsdienst voor jonge kinderen dekt een zone dat minstens acht duizend kinderen van minder dan acht jaar telt.

Een polyvalente begeleidingsdienst voor volwassenen dekt een zone van minstens 50.000 inwoners.

Een begeleidingsdienst wordt alleen erkend voor gespecialiseerde begeleidingstaken indien het territoriale gebied wordt bestreken door een polyvalente begeleidingsdienst voor dezelfde leeftijdsgroep.

§ 2. De Raad inzake strategie en prospectief van het Agentschap bestudeert de behoeften van gehandicapten op het gebied van begeleidingsdiensten.

De subregionale coördinatiecommissies, bedoeld in artikel 17 van het decreetgevend deel van het Wetboek, formuleren een advies over de behoeftenstudie binnen drie maanden na ontvangst van de studie en zenden hun advies aan het Agentschap.

Indien het advies niet binnen deze termijn is ingediend, wordt de formaliteit niet vervuld.

§ 3. De minister die bevoegd is voor het gehandicaptenbeleid legt de behoeftenanalyse voor aan de Regering, samen met een inventaris van de begeleidingsdiensten die worden aangeboden. Deze documenten worden om de vier jaar aangepast.

Art. 639. Volgens de resultaten van de in artikel 638 bedoelde behoeftenstudie, bepaalt de Regering het bedrag van de toelage voor de begeleidingsdiensten die worden opgericht of waarvoor een uitbreiding van de erkenning wordt toegestaan.”.

**Art. 6.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 640 tot 724 opgeheven.

**Art. 7.** Artikel 831/40 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

”Art. 831/40. De respijtzorgdiensten krijgen een aantal punten dat ze over een waarnemingsperiode van drie jaar moeten behalen.

On dat aantal punten te behalen verstrekken de diensten respijtzorg voor een puntenwaarde die varieert naar gelang van het type dienstverstrekking en van het tijdstip waarop de diensten verstrekt worden.

De punten die niet zijn toegekend na afloop van een waarnemingsperiode, worden toegekend in de loop van de volgende waarnemingsperiode.

In afwijking van lid 1 is voor na 1 januari 2014 erkende diensten voor respijtzorg de duur van de eerste observatieperiode gelijk aan de resterende duur van de lopende observatieperiode voor andere diensten voor respijtzorg.”.

**Art. 8.** In artikel 831/40 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, vervangen als volgt:

”§ 1. Het aantal punten toegekend aan de dienst voor het jaar n wordt verkregen door de waarde van een punt voor het jaar n-1 te delen door de som van de bedragen van de jaarlijks meegedeelde basissubsidies voor uitkeringen en de in artikel 831/57, leden 1 en 3, bedoelde subsidies die bestemd zijn voor de financiering van salarisverhogingen ten gevolge van de waardering van de oncomfortabele uren, die voor het jaar n-1 door het Agentschap worden uitgekeerd en betrekking hebben op een gegeven observatieperiode.

In afwijking van het eerste lid wordt het aantal punten toegekend aan de dienst voor het eerste erkenningsjaar wordt verkregen door de waarde van een punt voor het jaar 1-r te delen door de som van de bedragen van de jaarlijks meegedeelde basissubsidies voor uitkeringen en de in artikel 831/57, leden 3 en , bedoelde subsidies die bestemd zijn voor de financiering van salarisverhogingen ten gevolge van de waardering van de oncomfortabele uren, die voor het jaar n-1 door het Agentschap worden uitgekeerd en betrekking hebben op een gegeven observatieperiode.

Het aantal verkregen punten wordt afgerond naar de hogere eenheid.”.

**Art. 9.** Paragraaf 2 van artikel 831/59 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

”§ 2. Het gedeelte verplaatsingen van de basistoelage voor het jaar n is gelijk aan het aantal kilometers afgelegd in het kader van de respijtzorgverstrekkingen thuis gedurende het jaar n-1, vermenigvuldigd met het gemiddeld percentage per kilometer voorzien voor de personeelsleden van het Waalse Gewest gedurende het jaar n.

In afwijking van het eerste lid wordt het gedeelte verplaatsingen van de basistoelage van het eerste erkenningsjaar vastgesteld op twintig procent van de basissubsidie.

Het gedeelte verplaatsingen van de basistoelage wordt beperkt tot twintig procent van de basistoelage.”.

**Art. 10.** Artikel 1374 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

”Art. 1374. § 1. In afwijking van artikel 607, lid 2, wordt een begeleidingsdienst voor volwassenen, een dienst voor integratiehulp of een dienst voor vroegtijdige hulpverlening die op 31 december 2020 door het Agentschap is erkend op basis van de wettelijke bepalingen die op die datum van kracht zijn, op 1 januari 2021 voor onbepaalde tijd erkend als begeleidingsdienst voor respectievelijk de begeleiding van volwassenen, de begeleiding van jongeren in de schoolgaande leeftijd of de begeleiding van jonge kinderen.

§ 2. In afwijking van artikel 602 wordt een dienst in het kader van specifieke initiatieven ”Transitie 16-25”, ”Burgerschapsontwikkelende activiteiten”, ”Innovatief begeleid wonen”, waarmee het Agentschap op 31 december 2020 heeft ingestemd, op 1 januari 2021 erkend als begeleidingsdienst, voor een vaste periode van drie jaar, voor gespecialiseerde taken in respectievelijk de overgang van het schoolleven naar het actieve leven, burgerschapsontwikkelende activiteiten, begeleid wonen.

§ 3. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 worden de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde diensten, die op 31 december 2020 deel uitmaken van dezelfde administratieve entiteit, op 1 januari 2021 voor onbepaalde tijd samengevoegd in één erkende begeleidingsdienst.

§ 4. Voor de begeleidingsdiensten bedoeld in de paragrafen 1 en 3, die zijn gegroeid uit ten minste één dienst bedoeld in § 1, loopt de op 31 december 2020 lopende evaluatieperiode door tot het einde van de meest recente erkenningsbeslissing.

§ 5. In de nieuwe beslissing tot erkenning van de begeleidingsdienst, die door het Agentschap wordt opgesteld en aan de dienst wordt toegezonden, wordt het minimale jaarlijkse aantal uren begeleiding en het minimale jaarlijkse aantal te begeleiden personen vermeld voor elk type publiek of gespecialiseerde taak overeenkomstig de in de leden 1 en 2 bedoelde subsidies voor elke dienst die op 31 december 2020 de administratieve entiteit vormt. ”.

**Art. 11.** In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 1374/1 tot 1374/7, luidend als volgt, ingevoegd:

”Art. 1374/1. Voor de in artikel 1374 bedoelde diensten is het minimumaantal uren begeleiding per jaar in de erkenningsbeslissing op 1 januari 2021 gelijk aan de som van de tot en met 31 december 2020 aan de dienst toegekende en aangemelde subsidies, vermenigvuldigd met 1,0049, gedeeld door de theoretische kostprijs van één uur begeleiding, tegen de voor 2019 waargenomen anciënniteit zoals vermeld in bijlage 56.

Het resultaat van de in lid 1 bedoelde deling wordt naar boven afgerond op de volgende eenheid. ”.

Art. 1374/2. De som van de aan de dienst toegekende subsidies waarvan uiterlijk op 31 december 2020 kennis is gegeven, als bedoeld in artikel 1374/1, lid 1, omvat :

1° het jaarlijkse bedrag van de subsidie 2020 dat wordt toegekend aan diensten in het kader van specifieke initiatieven “Transitie 16-25”, “Burgerschapontwikkelen activiteiten” of “Innovatief begeleid wonen”;

2° de jaarlijkse subsidie 2020 voor personeels- en werkingskosten voor diensten voor volwassenenbegeleiding of diensten voor vroegtijdige hulpverlening;

3° de jaarlijkse subsidie 2020 voor de diensten voor integratiehulp;

4° de definitieve financiële anciënniteitstoelage voor 2019, verhoogd met 1,5 procent, voor begeleidingsdiensten voor volwassenen, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening;

5° de specifieke subsidie 2020 om de mobiliteit van het begeleidingspersoneel voor diensten voor volwassenenbegeleiding of diensten voor vroegtijdige hulpverlening te versterken;

6° de specifieke subsidie 2020 ter compensatie van de bepalingen van de tripartiete kaderovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector voor de financiering van compenserende banen gekoppeld aan de toekenning van drie extra vakantiedagen per jaar voor diensten voor volwassenenbegeleiding, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening;

7° de specifieke subsidie 2020 ter financiering van de loonsverhogingen die voortvloeien uit de waardering van oncomfortabele uren voor diensten voor volwassenenbegeleiding, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening, beheerd door een private inrichtende macht;

8° de specifieke subsidie 2020 ter compensatie van de bepalingen betreffende de revalorisatie van de weddeschaal van de groepsleiders en de hoofdopvoeders, van de tripartiete kaderovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011, voor diensten voor volwassenenbegeleiding, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening, beheerd door een private inrichtende macht;

9° de specifieke subsidie 2020 voor de financiering van de compenserende betrekkingen in verband met de toekenning van bijkomende jaarlijkse verlofdagen aan de personeelsleden van 52 jaar en ouder, voor diensten voor volwassenenbegeleiding, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening, beheerd door een private inrichtende macht.

10° de specifieke subsidie voor 2020 met betrekking tot de laatste fase van de herwaardering van de loonschaal van APE-werknemers voor diensten voor volwassenenbegeleiding, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening;

11° de specifieke aanvullende subsidie voor 2020 met betrekking tot de werkingskosten voor diensten voor volwassenenbegeleiding, diensten voor integratiehulp of diensten voor vroegtijdige hulpverlening.

De subsidies bedoeld in paragraaf 1, 2° tot 9°, zijn de subsidies die aan de betrokken diensten worden toegekend overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek die van kracht waren op 31 december 2020. ”.

Art. 1374/3. § 1. De waargenomen anciënniteit voor 2019 als bedoeld in artikel 1374/1, lid 1, is de definitieve gemiddelde anciënniteit die is vastgesteld op basis van het tewerkstellingskadaster van de dienst voor het jaar 2019.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt voor de in artikel 1374, § 3, bedoelde diensten de in artikel 1374/1, eerste lid, bedoelde waargenomen anciënniteit voor 2019 bepaald op basis van de consolidatie, per administratieve eenheid, van de tewerkstellingskaders voor 2019 van de in artikel 1374, § 3, bedoelde diensten. ”.

Art. 1374/4. § 1. Voor een dienst voor volwassenenbegeleiding, een dienst voor integratiehulp of een dienst voor vroegtijdige hulpverlening die op 31 december 2020 door het Agentschap is erkend op basis van de op die datum vigerende wettelijke bepalingen, een dienst in het kader van specifieke initiatieven “Transitie 16-25”, “Burgerschapontwikkelen activiteiten”, “Innovatief begeleid wonen”, die op 31 december 2020 door het Agentschap is erkend, zijn de bepalingen van artikel 588 slechts van toepassing ten belope van het vervangingspercentage van het personeel dat op 31 december 2020 in dienst is. ”

§ 2. De directeur die op 31 december 2020 aangewezen is binnen een dienst van specifieke initiatieven Transitie 16-25”, “Burgerschapontwikkelen activiteiten”, “Innovatief begeleid wonen”, die door het Agentschap op 31 december 2020 is erkend, wordt geacht te voldoen aan de vereiste kwalificaties om de functie uit te oefenen. ”.

Art. 1374/5. § 1. In afwijking van artikel 578, § 1, tweede lid, wordt het jaarlijkse activiteitenverslag uiterlijk op 30 juni 2023 voor de eerste maal ingediend.

§ 2. In afwijking van artikel 608, tweede lid, 5°, wordt voor de eerste twee kalenderjaren volgend op de inwerkingtreding van dit besluit het aantal 200 verhoogd tot 240.

Art. 1374/6. Personen die in het bezit zijn van een op 31 december 2020 geldige beslissing of certificaat van tussenkomst in begeleiding voor volwassenen, in vroegtijdige hulpverlening, in innovatief begeleid wonen, in transitie 16-25, in transitie 15-24, in burgerschapontwikkelen activiteiten, worden tot het einde van de geldigheidsduur van deze beslissing gelijkgesteld met gebruikers die in het bezit zijn van een beslissing in begeleiding, bedoeld in artikel 615, § 1, 1°.

Art. 1374/7. De relevantie van het erkennings- en subsidiëringstelsel wordt gezamenlijk door het Agentschap en de betrokken diensten met punten geëvalueerd binnen drie jaar volgend op een vol kalenderjaar waarin de in Deel II, Boek 5, Titel 7, Hoofdstuk 2, onderafdelingen 5 en 8 van dit Wetboek bedoelde bepalingen toegepast worden. ».

**Art. 12.** In artikel 1381 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "De artikelen 642 tot en met 644" vervangen door de woorden "De artikelen 570 tot 575".

**Art. 13.** In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 56 ingevoegd, die als bijlagen 1 bij dit besluit gaat.

**Art. 14.** In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 57, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013, vervangen door een bijlage 2 dat bij dit besluit wordt gevoegd.

**Art. 15.** In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 58 vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

**Art. 16.** In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 59 vervangen door bijlage 4 die bij dit besluit gaat.

**Art. 17.** In hetzelfde Wetboek worden de bijlagen 62, 63, 64, 66, 67, 68, 69, 72 en 73 opgeheven.

**Art. 18.** Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector, vervangen bij het besluit van 15 mei 2014 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 juni 2016 en 14 december 2017 wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 3. § 1. Het Agentschap kent aan de diensten, met uitzondering van de begeleidingsdiensten bedoeld in Hoofdstuk 2, Titel VII, Boek V, Deel 2, van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevolge de tripartiete kaderovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector, een aanvullende subsidie toe om de financiering te verzekeren van compenserende banen die gekoppeld zijn aan de toekenning van drie extra vakantiedagen per jaar aan hun personeel.

§ 2. Die bijkomende toelage die door het Agentschap aan de diensten verleend wordt bedraagt jaarlijks globaal 2.388.813,72 euro. ».

**Art. 19.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 10. § 1. Het Agentschap kent aan de diensten, met uitzondering van de begeleidingsdiensten bedoeld in Hoofdstuk 2, Titel VII, Boek V, Deel 2, van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevolge de tripartiete kaderovereenkomst voor de Waalse privé non-profitsector, een aanvullende subsidie toe om de financiering te verzekeren van loonverhogingen die voortvloeien uit de waardering van de niet-comfortabele uren die door hun personeel worden gepresteerd.

§ 2. Die bijkomende toelage die door het Agentschap aan de diensten verleend wordt bedraagt voor het geheel van de diensten jaarlijks globaal 12.712.110,94 euro. ».

**Art. 20.** De artikelen 15/1 tot 15/4 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :

"Art. 15/1. § 1. Het Agentschap kent aan de diensten, met uitzondering van de begeleidingsdiensten bedoeld in Hoofdstuk 2, Titel VII, Boek V, Deel 2, van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevolge de tripartiete kaderovereenkomst voor de privé non-profitsector 2010-2011, een aanvullende subsidie toe om de financiering van een aanvulling op het vaste deel van de eindejaarspremie te verzekeren.

§ 2. Die bijkomende toelage die door het Agentschap aan de diensten verleend wordt bedraagt voor het geheel van de diensten jaarlijks globaal 857.946,80 euro. "

Art. 15/2. Aan elke dienst wordt een bedrag toegekend dat overeenstemt met de deling van het in artikel 15/1, § 2, vermelde bedrag door 6 810,72, vermenigvuldigd met het aantal voltijdsequivalenten op 31 december 2009. "

Art. 15/3. § 1. Het Agentschap kent aan de diensten, met uitzondering van de begeleidingsdiensten bedoeld in Hoofdstuk 2, Titel VII, Boek V, Deel 2, van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, ingevolge de tripartiete kaderovereenkomst voor de privé non-profitsector 2010-2011, een aanvullende subsidie toe om de financiering van opleidingen te verzekeren.

§ 2. Die bijkomende toelage die door het Agentschap aan de diensten verleend wordt bedraagt voor het geheel van de diensten jaarlijks globaal 217.943,14 euro.

Art. 15/4. Elke dienst krijgt een bedrag dat resulteert uit de opdeling van het bedrag bedoeld in artikel 15/3 door 6.810,72, vermenigvuldigd door het op 31 december 2009 vastgelegde aantal voltijds equivalenten ervan. "

**Art. 21.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2021.

**Art. 22.** De Minister die bevoegd is voor het Gehandicaptenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE



Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

Bijlage 56 bij het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

**Theoretische kostprijs voor één uur begeleiding volgens de gemiddelde anciënniteit van de begeleidingsdiensten bedoeld in Boek 5, Titel 7, Hoofdstuk 2 van dit Wetboek**

Anciënniteit (jaar)	Theoretische kostprijs voor één uur begeleiding
0	46,63 €
1	49,74 €
2	49,78 €
3	51,36 €
4	51,39 €
5	52,97 €
6	53,03 €
7	58,51 €
8	58,56 €
9	60,19 €
10	61,21 €
11	62,84 €
12	62,89 €
13	64,52 €
14	64,58 €
15	66,21 €
16	69,74 €
17	71,37 €
18	71,43 €
19	73,06 €
20	73,11 €
21	74,74 €
22	74,80 €
23	76,43 €
24	76,48 €
25	77,55 €
26	77,61 €
27	78,67 €
28	78,73 €
29 en +	78,79 €

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de



integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

Bijlage 57 bij het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

### **Vereiste kwalificaties van het personeel van de begeleidingsdiensten**

#### Directeurs klasse I

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenverzorg.

#### A. Begeleidingspersoneel

##### Master in psychologische wetenschappen, pedagogische wetenschappen, gezins- en seksualiteitswetenschappen, kinesitherapie of logopedie

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent.

##### Opvoeder klasse I.

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

##### Bachelor in de verpleegkunde

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

##### Bachelor - Assistent in de psychologie

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

##### Bachelor in de ergotherapie, kinesitherapie, logopedie of psychomotoriek

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

##### Specialisatie of paramedisch postgraduaat in de psychomotoriek

De houders van de titel die deze specialisatie verleent.

##### Bachelor - Maatschappelijk assistent of Bachelor – Sociaal adviseur

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

##### Specialisatie in de gemeenschappelijke gezondheid

De houders van het diploma dat deze specialisatie verleent.

#### B. Administratief personeel

### Klerk

De houders van één van de volgende titels :

- Einddiploma of -getuigschrift van het lager secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs).
- eindgetuigschrift of -attest van het lager secundair beroepsonderwijs uitgereikt na een vierde finaliteitsjaar of erkend na een vijfde bijscholings- of specialisatiejaar in een afdeling "Kantoorwerk", uitgereikt door een door de Staat opgerichte, gesubsidieerde of erkende inrichting.

### Kopijist (braille) 2e klasse

De houders van een diploma, getuigschrift of brevet dat toegang geeft tot de functie van klerk.

### Kopijist (braille) 1e klasse

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de functie van opsteller.

### Boekhouder 2<sup>e</sup> klasse

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

### Boekhouder 1e klasse

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met economische richting waarvan de kwalificatie aan de normale eisen van de functie beantwoordt.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

### Opsteller

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) voor zover de opleiding aan de normale eisen van de functie beantwoordt.

### Econoom

De houders van een diploma of getuigschrift dat toegang geeft tot de opleiding opsteller.

### Bachelor economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat deze titel verleent.

### Master economische, juridische, administratieve oriëntering, of informatica

De houders van het diploma dat één van die titels verleent.

## C. Arbeiderspersoneel.

### Arbeiderspersoneel categorie I

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalificeerde landarbeiders.

### Arbeiderspersoneel categorie III

Gekwalificeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de

integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

Bijlage 58 bij het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

**Weddeschalen van het personeel van de begeleidingsdiensten**

<b>Functie</b>	<b>Categorieën</b>	<b>Weddeschaal (nr. schaal)</b>
Directeur		25
Begeleidingspersoneel	Master met een pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering	27
	Bachelor met een pedagogische, psychologische, sociale of Paramedische oriëntering	19
Administratief personeel	Master met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	27
	Bachelor met een economische, juridische, administratieve, of informaticaoriëntering.	19
	Econoom	16
	Opsteller	17
	Klerk	4
	Boekhouder K1 1	18
	Boekhouder K1 2	8
	Kopiïst A3 Kopiïst A2	4 17
Arbeider	Arbeider Cat 1	1
	Arbeider Cat 3	3

In afwijking van bovenstaande weddeschalen, kan een persoon die zowel als directeur en als begeleidend personeelslid in dezelfde begeleidende dienst werkt, aanspraak maken op schaal 25 voor deze functie van begeleidend personeelslid.



Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage 4 bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector

Bijlage 59 bij het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

### **DIENSTPROJECT - SCHEMA**

1. CHRONOLOGISCH OVERZICHT VAN HET PROJECT
2. FINALITEITEN EN DOELSTELLINGEN
3. DOELGROEPEN:
  - a) soorten handicap;
  - b) leeftijd;
  - c) varia.
4. OVEREENKOMST en FINANCIËLE BIJDRAGE
5. GEOGRAFISCHE WERKINGSSFEER
6. ORGANISATIE VAN DE DIENST
  - a) Werkorganisatie;
  - b) diverse vergaderingen;
  - c) dienstregeling van de interveniënten;
  - d) openingsuren.
7. COMMUNICATIESTRATEGIE
  - a) openbaarheid-voorlichting;
  - b) bewustmaking;contacten met de algemene diensten;
  - c) contacten met andere partners.
8. THEORETISCHE VERWIJZINGEN
9. METHODOLOGIE
  - a) methode voor het onderzoek naar de behoeften
    - - inzake :
      - zelfontplooiing;
      - sociale interacties;
      - fysiek welzijn;
      - psychologisch welzijn.
    - - op de volgende vlakken :
      - relationeel;
      - affectief;
      - cognitief;
      - materieel.

- b) tussenkomstmethodes op verschillende gebieden, met name:
- ontwikkeling van de bekwaamheden en potentialiteiten van de gebruiker (zelfbeschikking);
  - samenwerking met de gezinnen (partnerschap);
  - deelname aan netwerkpraktijken (activering);
  - mobilisering van de gemeenschappelijke hulpbronnen, beroep op de algemene diensten inbegrepen.

#### 10. EVALUATIEWIJZEN

- a) evaluatie van de dienst in zijn gezamenlijke opdrachten;
- b) evaluatie van de begeleidingsprojecten naar gelang van de verwachte resultaten;
- c) auto-evaluatie.

#### 11. MENSELIJKE HULPKRACHTEN

- a) personeel;
- b) vorming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging en tot opheffing van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel VI, Titel VII en Titel XIV betreffende vroegtijdige hulpverlening, diensten voor de begeleiding voor volwassenen, diensten voor de hulp bij de integratie van jongere gehandicapte personen en diensten tot organisatie van respijtzorg ten gunste van mantelzorgers en gehandicapte personen, en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profitsector.

Namen, 16 september 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE